



LA RUSSIE EST-ELLE AUSSI UNE PUISSANCE ASIATIQUE ?

Mémoire de géopolitique
du Chef d'escadron José-Miguël MAREZ
dans le cadre du séminaire "La Russie et ses espaces de sécurité"

Directeur : Monsieur Jean-Christophe ROMER

Avril 2001

LA RUSSIE EST-ELLE AUSSI UNE PUISSANCE ASIATIQUE ?

Sommaire

Partie I :

La Russie : une puissance implantée en Asie

Un pays continent à la charnière de l'Europe et de l'Asie

Un empire d'abord construit en Asie

Un peuple russe bien ancré en Asie

L'Orient russe : un gigantesque réservoir de ressources

Partie II :

La Russie peut-elle jouer un rôle en Asie ?

La Russie : un point de passage obligé entre l'Europe et l'Asie ?

Une influence certaine en Asie Centrale

Une stratégie « tous azimuts » en Extrême-Orient

INTRODUCTION

Le 8 décembre 1991, Stanislas Chouchkievitch, Boris Eltsine et Léonid Kravtchouk, respectivement présidents de la Biélorussie, de la Russie et de l'Ukraine, se réunissent dans un rendez-vous de chasse de la forêt de Bielovieje, à proximité de Brest-Litovsk. Ils y adoptent une déclaration commune et signent un accord selon lequel « l'URSS a cessé d'exister en tant que réalité géopolitique et sujet de droit international ». Ils conviennent alors de créer « la Communauté des Etats Indépendants », affirmant que cette communauté nouvelle est ouverte « à tous les Etats membres de l'ancienne URSS ». Les unes après les autres, la plupart des républiques de ce qu'il convient d'appeler désormais l'ex-URSS adhèrent à cette communauté. Le 21 décembre 1991, les chefs d'état de onze des quinze républiques ex-soviétiques se réunissent à Alma Ata (Almaty). La Géorgie rechigne un certain temps à rejoindre la Communauté, mais y adhérera en 1992. Seules les trois républiques baltes, dont l'annexion en 1940 n'avait jamais été reconnue par les Etats occidentaux, et qui avaient quitté l'orbite russe dès le mois de septembre 1991 ne rejoindront pas.

Moins de dix années se sont écoulées depuis. En présentant sa démission de façon spectaculaire le 31 décembre 1999, Boris Eltsine a tourné une page de l'histoire de la nouvelle Russie. Le bilan qu'il laisse à son successeur désigné, Vladimir Poutine, est des plus contrasté. L'effondrement des productions, la chute des investissements et la fuite de milliards de dollars de capitaux ont eu comme corollaire la paupérisation extrême d'une partie de la population et le faramineux enrichissement d'une autre, beaucoup plus réduite. Le pays semble désorienté, marginalisé dans un monde dominé par l'autre superpuissance, les Etats-Unis, devenus désormais la seule « puissance globale ».

La chute du mur de Berlin en novembre 1989, la disparition du communisme et l'éclatement de l'URSS ainsi que l'émergence de nouvelles républiques indépendantes ont, en effet, amené l'abandon du bipolarisme et la disparition des deux blocs clairement identifiés. Les données géopolitiques établies depuis près d'un siècle s'en sont trouvées radicalement modifiées. Dans un monde en constante ébullition, elles sont devenues, plus que jamais, multiples et complexes. Et la Russie se retrouve à nouveau contrainte de réévaluer sa vision de son environnement immédiat. Certains experts n'hésitent pas à affirmer même que ses vieux démons identitaires refont surface. Selon

certaines théories dont l' « Eurasisme », la Russie, située à la charnière de l'Europe et de l'Asie, aurait longtemps douté de son appartenance au monde occidental. Fortement attirée à une époque par l'Europe des lumières et des civilisations avancées, la Russie s'est en effet, depuis l'empire des Mongols, toujours senti des attaches géographiques, ethniques, culturelles et historiques avec le monde asiatique.

Très symboliquement, les nouvelles armoiries de la Russie, choisies par décret présidentiel en novembre 1993, reprennent les trois couronnes représentant depuis le milieu du XVIe siècle la fusion au sein du « peuple russe tricéphale » des trois Russies (la Grande, la Petite Russie ou Ukraine et la Russie blanche ou Biélorussie). Mais elles reprennent également, et pratiquement sans modification, l'aigle à deux têtes d'avant 1917, tourné à la fois vers l'Europe et l'Asie.

Dès le XIXème siècle, malgré les traités signés entre les puissances occidentales et la Chine et le Japon, la Russie a considéré l'Extrême-orient comme sa chasse gardée. De « ventre mou » qu'elle est actuellement, elle tente de faire de nouveau de son territoire un passage obligé des principaux circuits commerciaux dans le monde. Elle considère que si, géographiquement, elle se situe au centre de ce système d'échanges internationaux, elle n'y participe actuellement pas et que cette situation ne doit pas durer. Comme le rappelait en 1994 le général Roustskoï, « la Russie constitue le seul point de passage entre l'Asie et l'Europe ». De même, tirant en janvier 1997 le bilan de sa première année à la tête de la diplomatie russe, Evgenii Primakov affirmait : « une puissance comme la Russie, avec ses intérêts considérables en Asie et au Proche-Orient, ne peut se contenter de marcher sur sa seule jambe occidentale ». La diplomatie russe doit donc désormais « marcher sur ses deux jambes », asiatique et occidentale et jouer pleinement de sa position centrale sur l'espace eurasiatique. Pour justifier cette position, Moscou avance des arguments aussi bien d'ordre politico-commercial que historico-culturel.

Une question revient en effet de manière récurrente : la Russie se situe-t-elle en Europe ou en Asie ? Jean -Christophe Romer, en conclusion de sa « géopolitique de la Russie » publiée en 1999, arrivait au constat suivant : « en cette fin de siècle et de millénaire, l'incertitude demeure sur la place de la Russie dans le monde, dans « l'île mondiale », en Eurasie, en Europe ». Or, à l'étude, il semble parfaitement vain de se

demander, comme l'Occident ne cesse de le faire, si la Russie est en Europe ou non. La réponse varie selon la définition, jamais exempte d'arbitraire et d'arrière-pensées, qu'on donne de l'Europe. Du point de vue russe, la question ne se pose d'ailleurs nullement en ces termes. Elle ne se pose même pas du tout. La Russie est tout simplement en elle-même, et elle étend son empire jusqu'où elle le peut. A cet égard, l'Europe n'est que son appendice occidental et la Sibérie son prolongement oriental. Quant au Sud, il est bordé par la barrière turco-mongole et iranienne que la Russie, au cours des siècles, est parvenue à entamer, mais jamais à briser.

En fait, la question pourrait être posée en des termes différents. En effet, la Russie doit-elle être considérée comme une puissance occidentale entretenant des relations privilégiées avec ses voisins du monde asiatique, ou plutôt comme une puissance asiatique ayant des frontières communes avec l'Europe ? Si, incontestablement, la Russie est une puissance européenne, cet aspect ne sera cependant pas développé dans ce mémoire. Ce dernier tentera plutôt à démontrer dans quelle mesure la Russie constitue plutôt une puissance en Asie qu'une puissance asiatique. Afin de cerner au mieux cette vaste question, le sujet sera abordé selon une réflexion qui s'articulera autour de deux axes : la Russie en temps que puissance implantée en Asie et le rôle qu'elle peut y jouer.

PREMIERE PARTIE

La Russie : une puissance implantée en Asie.

La Russie constitue assurément une puissance implantée en Asie. En effet, situé à la charnière de l'Europe et de ce continent, cet empire s'est d'abord construit vers l'Orient, dans lequel le peuple russe demeure solidement ancré et où se situe un gigantesque réservoir de ressources.

11. Un pays continent à la charnière de l'Europe et de l'Asie.

Depuis des siècles, et quel qu'ait été son régime, la Russie a été le plus grand pays du monde. Catherine II se plaisait à dire que : « La Russie n'est pas un pays, c'est un univers ». Sans aller jusque là, force est de reconnaître que la Russie constitue au moins un pays continent, voisin dans ses dimensions de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud.

L'Union soviétique occupait jadis un sixième de notre planète. La Russie d'aujourd'hui a retrouvé les frontières de la première moitié du XVIIIe siècle. Elle constitue un immense bloc pratiquement d'un seul tenant, si l'on met à part l'Oblast de Kaliningrad, qui représente 11% des terres émergées. Ce pays continent s'étend de la frontière polonaise au Kamtchatka sur près de 9.000 km pour une largeur maximale de 3.000 km. Par rapport à l'URSS, elle est un peu plus « européenne ». En effet, la partie occidentale, Oural compris, représente désormais 25,3% de la surface totale, contre 24% auparavant. Mais elle est encore plus décalée vers le nord. Alors que le territoire des Etats-Unis, Alaska exclue, est au sud du 49^{ème} parallèle, près de 91% des terres russes sont au nord du 50^{ème}. Et cela rend ce pays plutôt comparable avec le Canada. En longitude, la Russie s'étend sur quelques 150°, soit 11 fuseaux horaires. Cela signifie qu'il faut autant de temps pour aller de Moscou à Vladivostok que de New York à Moscou.

Cette disposition géographique se traduit par une gamme de climats qui, à l'exception de marges de faible importance, présente toutes les variétés des climats continentaux froids. Les périodes de grand froid suivent un gradient de continentalité d'Ouest en Est. A titre d'exemples, les températures hivernales atteignent - 43°C à Moscou et - 51°C à Novossibirsk. Dans l'Extrême-Orient, même si Vladivostok est pratiquement à la latitude de Marseille, les mers bordières refroidies par le courant de Behring gèlent tous les ans dans leur partie nord et même la mer du Japon est régulièrement prise plusieurs mois par an, jusque dans le golfe de Pierre le Grand (Vladivostok-Nakhoda). Et il convient d'intégrer ce facteur climatique pour comprendre toute politique étrangère et stratégie russes.

A la veille de son effondrement, l'URSS s'étendait sur 22,4 millions de km² du Borg à la côte pacifique et de l'océan arctique aux contreforts de l'Himalaya et aux

abords du désert de Gobi. Avec ses 17.045.400 km², la Russie reste le plus grand pays du monde, même si le territoire a subi une diminution de 24% de sa superficie, essentiellement au sud et à l'ouest. Cette masse continentale, qui doit défendre des frontières d'une longueur exceptionnelle de 67.000 km, comprend 47.000 km de frontières maritimes, soit environ les deux tiers. L'espace russe conserve l'essentiel des caractéristiques soviétiques : l'immensité d'un état continent, la sévérité des conditions de vie et de fantastiques richesses naturelles.

Vaste amphithéâtre au relief monotone, la Russie a toujours frappé le voyageur par l'impression d'espace infini, due à la fois aux distances à parcourir pour traverser le pays et à la monotonie que dégagent ses vastes étendues planes. De la frontière biélorusse à Iénisseï, on peut effectuer près de 4.000 km sans jamais dépasser 411 m d'altitude, celle du col de l'Oural qu'emprunte la voie ferrée. Les hautes chaînes montagneuses sont situées à la périphérie et n'offrent guère d'obstacles aux principaux axes de circulation à l'intérieur de la Russie. Ni le Caucase, qui forme une véritable frontière naturelle au sud de la partie européenne, ni les chaînes de Sibérie du Sud et d'Extrême-Orient, n'entravent de grands axes de communication interne. Haute montagne de type plutôt pyrénéen, le grand Caucase forme, il est vrai, une véritable barrière. Du fleuve Mzymta, au droit de l'Adler, au Bazar Diouzi (4.466 m), à 90 km de la Caspienne, le col de la Croix, le plus bas, est à 2.379 m et plusieurs dizaines de sommets culminent à plus de 5.000 m. L'Oural, seule chaîne à couper le pays selon une direction méridionale ne constitue guère qu'une barrière climatique car, sur près de 3.000 km, les sommets arrondis de cette vieille montagne hercynienne, dont le plus élevé culmine à 1.895 m, succèdent à des cols très bas, entre 330 et 450 m dans l'Oural moyen.

Dans ces conditions, l'idée d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, chère au général de Gaulle paraît peu pertinente. En effet, ce massif hercynien, conventionnellement admis comme la limite géographique entre l'Europe et l'Asie, ne peut réellement pas constituer un obstacle suffisamment significatif pour séparer deux continents.

Le seul argument qui pourrait être à peu près valablement retenu en faveur d'une délimitation des deux continents au niveau de l'Oural semble d'ordre démographique.

En effet, l'étude des cartes russes montre que la densité de population y marque une ligne de rupture, alors qu'à l'Ouest elle est également répartie, même si elle s'affaiblit vers l'Est. Au-delà de l'Oural, l'occupation des sols suit les voies de communication, dont notamment la ligne du chemin de fer transsibérien.

Au-delà de la polémique relative à la délimitation des deux continents, il apparaît donc clairement que la Russie se situe à la fois en Europe et en Asie, dont elle constitue la charnière.

12. Un empire d'abord construit en Asie.

Si les influences qu'a subies la Russie au cours de l'histoire sont connues et reconnues, ses origines restent mal définies pour certains. La grande plaine russe fut de tous temps un lieu de passage d'invasions, venues tant de l'Est que du Sud. Il semble cependant établi, même si les Russes ont toujours eu quelques difficultés à admettre cette version des faits, que ce sont des peuples nordiques, Vikings de l'est désigné sous le nom de Varègues, qui fondèrent le premier Etat Russe.

Selon Vladimir Khatchatourov, professeur à l'académie des sciences de Moscou, l'histoire de la Russie peut être découpée en cinq périodes. La première, qui va du Ier siècle av. J.-C. jusqu'à la fin du Ve siècle, correspond aux invasions des Huns, branche occidentale de tribus prototurcomongols de Xiong-Nu, localisés en Asie Centrale dans la région de Baïkal. La deuxième, qui va du milieu du XIIIe à la fin du Xve, a vu les invasions des Tatars de Genghis Kahn, venus de la steppe chinoise. Quant aux trois dernières périodes, elles sont successivement celle de la Russie impériale (1582-1917), de l'URSS (1922-1991) et de la Russie, à compter de 1991. Cette vision de l'histoire ancienne de la Russie, qui insiste sur l'importance, dans la durée et par leur ampleur, de ces invasions tend à confirmer les origines asiatiques de l'Empire. En effet, l'histoire russe a toujours vu la lutte de deux influences, celle de la culture asiatique et celle de la culture européenne.

L'ensemble politique russe s'est constitué à partir de la Moscovie, alors qu'il aurait dû le faire autour de Kiev, en raison des richesses de cette région. L'exclusion de cette dernière résulte d'une part des invasions turco-mongoles et d'autre part de la constitution du royaume polono-lithuanien. Les invasions turco-mongoles avaient commencé avec celles des Coumans, appelés aussi Polovstes, pour culminer avec celle des Tatars ou Tartares, qui prirent Moscou en 1238 sans la détruire, mais anéantirent Kiev en 1240. Certains de ces Mongols s'établirent à demeure dans le monde russe sous le nom de « Horde d'or ». Cette invasion mongole exerça sur la constitution des Slaves de l'Est une double influence, sur leurs conceptions politiques et sur l'établissement d'un pouvoir absolu. Ainsi, le joug mongol a influé sur le développement russe en séparant la Russie de l'Occident. En faisant d'elle une dépendance politique de l'Asie, il y a perpétué une civilisation byzantine. Par ailleurs, les princes moscovites, responsables devant le Khan de la tranquillité publique et de la perception de l'impôt, ont pu anéantir plus facilement l'indépendance des villes et la résistance des princes du second ordre. La terreur mongole pesa d'un poids épouvantable sur toute la hiérarchie russe pour assujettir plus étroitement les nobles au prince et les paysans aux seigneurs.

Les principautés russes soumises aux Mongols étant incapables de secouer leur joug, ce furent les Lituanien qui s'en chargèrent d'abord, en reprenant Kiev et en atteignant la mer Noire à la fin du XIV^e siècle. Mais comme la Moscovie n'avait été ni anéantie par les Mongols, ni intégrée au monde lituanien, c'est à partir d'elle que va pouvoir se reconstituer l'ensemble russe. Situé aux limites nord-est du monde slave, partie la plus éloignée de l'Europe et la plus proche des Mongols, il sera asiatique et parviendra au Pacifique un siècle avant d'atteindre la mer Noire. Installée dans la vaste dépression de l'Europe orientale, la « Grande Russie » ne rencontrait alors aucun obstacle à son extension vers l'Est. Rares sont, en effet, les sommets de l'Oural qui dépassent en altitude ceux des Vosges et de vastes dépressions permettent une circulation des hommes.

La formation de l'Empire s'est effectuée selon quatre cercles, dont le premier est constitué par les mondes tatars et sibériens. Au cours de la seconde moitié du XV^e siècle, Ivan III accomplit une œuvre double. Après avoir achevé de constituer le noyau russe, il affranchit ses terres de la domination mongole. La Horde d'Or est défaite en 1480. Dès lors, la voie est libre pour l'édification d'un Empire. Ce sera l'œuvre d'Ivan

IV, entré dans l'Histoire sous le nom du « Terrible ». La conquête se fera vers l'Asie et contre les Mongols. En 1552, Ivan IV conquiert le khanat de Kazan. Cette chute précipite les victoires. En quelques années, tous les peuples relevant du khanat de Kazan font leur soumission au Tsar : les Tchérémisses, les Mordves, les Tchouvaches, les Votiaks et les Bachkirs. En 1556, Ivan « le Terrible » conquiert le khanat d'Astrakhan. Contenu au sud par les Tatars de Crimée, les Suédois, les Lituaniens, les Polonais et les Teutoniques, il déploie sa puissance en Asie. Franchissant l'Oural, Iermak, hetman des cosaques du Don, se lance à la conquête des immensités de l'Est. A la tête d'une horde bigarrée de Russes, de Cosaques et de Tartares, il défait le khan Koutchoum et s'empare de sa capitale, Sibir. Il soumet ensuite les bassins de l'Ob et de l'Irtych, et fait don au Tsar de sa conquête, la Sibérie. Les fondations de Tobolsk en 1587, de Tomsk en 1604, de Iénisseïsk en 1618, seront l'expression d'une translation de populations russes du Nord vers l'Est. Parallèlement, elles asiatisent considérablement la Russie.

Outre sa vocation continentale, cette progression orientale confirme, inversement, le rôle politique européen de l'Empire. Après la prise des Khanats de Kazan et d'Astrakhan, celle du Khanat de Sibir institue définitivement la Russie comme rempart des peuples d'Europe contre les peuples mongols nomades. Progressant en sédentaires qui fondent des villes, et non pas en nomades qui sillonnent les steppes, les Russes vont mettre un siècle pour accomplir dans l'autre sens le chemin que les cavaliers mongols parcouraient en quelques semaines. Les marchands, protégés par les cosaques, gardiens des marches de l'Empire, font mouvement vers l'Est. Ils atteignent les rives du Pacifique en 1648 et découvrent Sakhaline et les îles Kouriles. En 1649, ils fondent la ville d'Okhotsk. Il importe de souligner encore une fois que les rivages du Pacifique ont été atteints avant ceux de la Baltique, au début du XVIIIe siècle, et de la mer Noire, à la fin du XVIIIe siècle. C'est bien vers l'Extrême-Orient que c'est d'abord édifié l'Empire dont la construction est parachevée, au milieu du XIXe siècle, par la conquête du Kazakhstan et de l'Asie centrale. Le Kamtchatka est atteint en 1694. En 1689, le traité de Nertchinsk, signé avec la Chine, délimite les possessions russes et chinoises.

Si le deuxième cercle est européen, le troisième, qu'allait voir naître le XIXe siècle, est constitué de l'empire turco-mongol, essentiellement conquis sur la Chine.

A l'Ouest de la Caspienne, la Russie achève la conquête du Caucase, la poussant à la Georgie et à l'Arménie orientale. A l'est de la Caspienne, elle s'empare de tout le Turkestan occidental. Dans la première moitié du XIXe siècle, elle intègre à son empire

les Kazakhs, dont la « petite horde » faisait déjà allégeance à Saint-Pétersbourg depuis 1731. Dans la seconde moitié du siècle, la Russie s'empare des khanats du Sud avec Tachkent et Samarcande, régions aujourd'hui connues sous les noms de Turkménistan, d'Ouzbékistan, de Tadjikistan et de Kirghizie. La Chine ne conserve que le Turkestan oriental, sous le nom de Sin-Kiang. Sur le flanc nord-est de la Chine, c'est tout le bassin inférieur de l'Amour qui, dans la seconde moitié du siècle, est exploré et ajouté à la Sibérie. En 1860, les Russes fondent, à l'extrémité sud de ce territoire, sur la mer du Japon, Vladivostok, la « maîtresse de l'Orient ».

L'élan des pionniers les avait menés au-delà de la Sibérie. Au milieu du XVIIIe siècle, Behring et Tchirikoff avaient découvert l'Alaska. Comme la Russie, refusant de s'aventurer au delà de son destin continental, voulait se recueillir pour assimiler ses nouvelles terres d'Europe et d'Asie, elle vendit en 1867 aux Etats-Unis ce morceau d'Amérique dont elle ne savait que faire.

Quant au quatrième cercle, initié sous l'impulsion de Joseph Staline en 1945, il consiste en une extension de l'influence soviétique sur les pays satellites. « L'Europe de l'Est » devint alors une excroissance du second cercle européen, constitué au XVIIIe siècle par Pierre le Grand et Catherine II, et déjà développé vers la Finlande, la Bessarabie et le cœur de la Pologne par Alexandre Ier. Mais il concerne aussi l'Asie. De même que le Turkestan avait été divisé en Turkestan russe et Turkestan chinois, la Mongolie est à son tour divisée. Sa partie septentrionale avait été détachée de la Chine dès 1911, sous le nom de Mongolie Extérieure, puis transformée en République après guerre. Celle-ci tombe dans la mouvance de Moscou qui, là encore, perpétue la tradition de la politique tsariste de domination des Mongols et de refoulement de la Chine. De même, le coup d'état perpétré à Kaboul en 1978 à l'instigation de Moscou, puis l'intervention militaire en Afghanistan afin de soutenir un nouveau vassal, peuvent être considérés comme la suite de l'annexion du Turkestan accomplie au siècle précédent.

Composé selon la logique des cercles, l'empire russe se décomposera par cercles également, en commençant par le quatrième. En Asie, Moscou ne parvenant pas à établir fermement son pouvoir sur l'Afghanistan décide d'abord de n'en tenir qu'une partie, mais doit finalement se résoudre à retirer ses troupes de tout le pays.

Cette fantastique expansion a représenté un gain de 55.000 km² par an sur trois siècles. Elle tient, pour une large part, d'une aventure coloniale classique avec son cortège d'alliances et de traités trahis, de batailles et de révoltes, ses colonies de peuplement, paysans armés, cosaques, commerçants, militaires, missionnaires et administrateurs, puis, pendant la période soviétique, ses ouvriers, ingénieurs ou intellectuels russes s'installant partout en terrain conquis. Les dirigeants russes n'ont pas hésité, dès le XIXe siècle, à déporter des populations entières, véritables « purifications ethniques » avant la lettre. Cette colonisation est pourtant demeurée unique. Le facteur décisif de singularité réside dans l'unité géographique de cet Empire qui épouse les dimensions d'un continent. L'absence de solution de continuité territoriale de type métropole/outre-mer a impliqué un rapport particulier entre les russes et les régions et les peuples qu'ils ont dominés. D'une certaine façon, l'Empire entier fut la métropole. Ainsi, il convient de faire remarquer que ce que certains n'ont pas hésité à qualifier d'Empire colonial apparaît plutôt comme l'expression d'une extension continentale d'un Empire conquérant. A la différence des empires coloniaux occidentaux, l'aventure maritime n'a pas eu lieu. La conquête s'est faite exclusivement par voie terrestre.

Dans sa « Russie de Gengis Khan à Staline » publié en 1935, l'amiral Raoul Castex a démontré que la Russie a suivi une seule et même stratégie au cours des siècles. Cette dernière était fondée sur une manœuvre directement inspirée des invasions tataro-mongoles du XIIIe siècle. Celles-ci ont en effet été résolument orientés vers l'Ouest, mais seulement après s'être garanti de solides arrières à l'est, en l'occurrence en Asie. Pourtant, cette manœuvre principale, qui fut celle de Genghis Khan, a été progressivement abandonnée par ses successeurs, son fils Ögödaï puis son petit-fils Koubilaï Khan. Ce dernier a, en effet, concentré ses efforts exclusivement sur l'Asie en abandonnant le projet occidental. Cette concentration de l'attention sur l'Asie se retrouve chez les Tsars successifs jusqu'au début du XXe siècle. Ainsi, la reconquête sur les Mongols au XVIe siècle et la conquête marchande et coloniale des siècles suivants n'ont été suivies d'aucune action vers l'Occident. Cela a eu, selon Castex, pour effet de « protéger l'Europe contre l'Asie et de constituer pour la civilisation occidentale une barrière contre les périls qui auraient pu, comme au Moyen Age, venir de ces régions ». Et Castex n'hésitait pas, en 1955, à voir en la Russie « un rempart pour l'Occident » et un protecteur de la France et de l'Europe en général. Lénine aurait même

affirmé qu'on « viendrait à bout de l'occident par l'orient ». Pour lui, 800 millions d'asiatiques s'avéraient alors nécessaires pour abattre l'impérialisme occidental.

L'une des conséquences directes de cette construction de l'Empire vers l'Orient est certainement, et ce malgré l'éclatement de 1991, un ancrage solide du peuple russe en Asie.

13. Un peuple russe bien ancré en Asie.

Le débat sur l'identité nationale russe s'est engagé dès les premiers soubresauts politiques que traverse l'URSS, mais il a pris la dimension d'un débat majeur après 1991. Et cette question conditionne l'avenir même de la Russie. En effet, on ne peut construire une société et un système nouveaux si l'on ignore jusqu'à sa propre identité.

Selon certains, cette Russie d'après 1991 se retrouve à la fois plus russe et moins russe que du temps de l'URSS. Plus russe car, tout en restant un Etat multinational, le poids des Russes y est plus important. Mais elle est aussi moins russe car, jamais dans l'histoire, autant de Russes ne se sont retrouvés en dehors des frontières. Selon les chiffres officiels du recensement de 1989, l'URSS comptait quelques 150 millions de russes sur une population totale de 286 millions d'habitants. En 1997, alors que la population totale de la Russie comptait près de 150 millions d'habitants, on comptait dans les frontières de la Fédération 81,5% de Russes et 86,6% des habitants déclaraient le russe comme langue maternelle. Les minorités non russes représentaient tout de même 27 millions d'habitants, alors que 25 millions de Russes résidaient hors des frontières. Ces minorités semblent être placées dans une marginalité d'autant plus redoutable qu'elles sont regroupées pour l'essentiel dans des zones éminemment stratégiques, comme la frontière méridionale du Caucase ainsi que les axes volgien et transsibérien. La constitution, adoptée par référendum le 12 décembre 1993, est cependant celle du « peuple multinational de la Fédération de Russie ».

Si certains Russes sont rentrés en Russie après 1991, la majorité d'entre eux est demeurée dans les nouvelles républiques indépendantes. Dans les républiques d'Asie centrale, ils représentaient en effet, à l'époque soviétique, l'essentiel de l'encadrement et sont restés à la demande des nouvelles autorités locales pour participer à la transition. Moscou a même cherché à favoriser le maintien de ses ressortissants dans les nouvelles républiques, et ceci pour deux raisons. La première tient aux difficultés économiques que connaît la Russie, notamment depuis 1989. La seconde est que, surtout dans les républiques d'Asie centrale, le maintien d'une importante population russe favorise une influence certaine de Moscou dans l'ancien espace impérial.

Depuis la fin des années 80, le facteur migratoire est devenu un élément majeur du bilan démographique russe, même si l'ampleur de ces mouvements n'a pas atteint les niveaux alarmistes que certains avaient envisagés, tant en Russie qu'en Occident. Les autorités russes continuent à distinguer deux ensembles : l'étranger « proche », c'est-à-dire l'ex-URSS, et l'étranger « lointain ». L'existence d'un fort courant migratoire des républiques non russes vers la Russie n'est donc pas nouvelle. Si le solde migratoire de la Russie est resté négatif jusqu'au milieu des années 70, le début d'un reflux est attesté dès la fin des années 60 en Transcaucasie. Il s'élargit à l'Asie centrale dans la décennie suivante avant de gagner les Etats Baltes au moment de la Perestroïka. Aujourd'hui, la Russie ne conserve un solde négatif qu'avec la Biélorussie. S'il les a amplifiés, ce n'est donc pas l'éclatement de l'URSS qui a provoqué ces mouvements. En donnant libre cours aux mouvements nationalistes locaux, la Perestroïka a sensiblement modifié cet équilibre déjà instable. De plus en plus, les russophones sont soumis à des pressions psychologiques, à l'obligation d'apprendre la langue nationale, à l'éviction des postes de responsabilité dans la plupart des administrations, et dans plusieurs régions, à des menaces diverses. Même quand ils n'y sont pas directement impliqués, les Russes sont particulièrement sensibles aux violences interethniques, notamment au Caucase et en Asie centrale, qui ont provoqué, dès 1988, les premiers flots de « réfugiés ». Les premiers groupes de réfugiés se sont installés en général dans les grandes villes, y compris Moscou. Mais rapidement, devant leur nombre grandissant, les autorités leur ont interdit les grandes agglomérations. Et, quoique la plupart d'entre eux étaient originaires des villes, ils ont été dirigés vers les zones rurales, ce qui a rendu leur intégration difficile. Dans la mesure où la majorité venait des républiques méridionales, ces réfugiés se sont fixés massivement dans les régions du sud de la Russie. Depuis

1991, ces migrations ont dégagé un solde positif global de près de quatre millions de personnes. Mais leurs montants annuels, après un sommet à 915.000 en 1994, sont passés au-dessous de 400.000 migrants nets annuels.

La densité moyenne de la Russie, soit 8,7 hab. au km², n'a qu'une valeur statistique, tant sont fortes les inégalités régionales. Elle confirme cependant la faible occupation du sol. En Russie, il n'y a que peu de territoires densément peuplés. Outre les grandes agglomérations, seule l'Oblast de Moscou, avec 335 hab/km² ville comprise, et certaines parties des piémonts caucasiens, du littoral pontique et du bassin de la Volga approchent ou dépassent les 100 hab/km². Une inégalité majeure oppose la partie européenne, qui regroupe 78,5% de la population pour 25,3% du territoire, Oural compris, avec une densité moyenne de 26,9 et la partie asiatique avec 21,3% de la population et une densité de 2,5. Au delà de l'Oural, le peuplement n'est continu que le long du transsibérien, mais se présente plutôt, à l'est du Kouzbass, comme une succession d'îlots de peuplement distants, sur la marge méridionale. Plus au Nord, ce sont d'immenses étendues de taïga, de toundra, inhabitées parce que le climat y rend toute vie impossible.

La Russie constitue donc une véritable mosaïque de nationalités. En effet, on en dénombre une centaine, dont une trentaine dans le seul Caucase. En Asie centrale, les républiques du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan avaient été créées par le pouvoir soviétique, entre 1924 et 1936, comme des artefacts politiques. Leurs frontières avaient été découpées à l'encontre de toute rationalité géographique, économique ou ethnique, aux seules fins de contrecarrer le panislamisme et le panturquisme. Toutes ces républiques sont donc des mosaïques multi-ethniques où prévaut une certaine fragilité de l'identité nationale. Aucune d'entre elles n'englobe en effet la totalité de l'ethnie dont l'Etat est censé représenter l'incarnation politico-juridique. Chacune abrite de fortes minorités ethniques relevant d'un ou de plusieurs états voisins. Ainsi, ces minorités représentent environ 27% au Turkménistan, 35% au Tadjikistan, 30% en Ouzbékistan, 48% au Kirghizstan, et 57% au Kazakhstan.

Il convient surtout de noter que ces cinq républiques, dont la population globale compte près de 55 millions, comprennent environ 10 millions de Russes ou de

russophones. Actuellement, selon des sources datant de 1997, ceux-ci pèsent quelque 9% au Turkménistan, 8% en Ouzbékistan et 1,5% au Tadjikistan, mais environ 20% au Kirghizstan et 35% au Kazakhstan. Produits directs de la colonisation soviétique, ces minorités posent aujourd'hui des problèmes à peu près partout, mais à des degrés divers. Leurs membres, surtout les cadres qui n'avaient guère daigné apprendre les langues locales du pays de résidence, se trouvèrent d'emblée affectés par la politique de renouveau national menée par les régimes en place et considérée comme discriminatoire à leur égard, la dévalorisation de la langue russe équivalant à un écartement de fait des postes de responsabilité au sein de l'administration, de l'économie et de la vie politique.

Au Kirghizstan, l'ethnie Kirghize est à peine majoritaire dans un pays qui englobe de fortes minorités de Russes et d'Ouzbeks. Ces derniers se trouvent d'ailleurs concentrés dans la vallée de Ferghana, où ils forment des îlots particulièrement réceptifs aux appels de l'Islam traditionaliste.

La situation du Kazakhstan est, quant à elle, très particulière. Dans ce pays, Kazakhs et Russes représentent des communautés ethniques plus ou moins équivalentes numériquement, encore que l'écart se creuse en faveur des premiers du fait de l'émigration des Russes et de la supériorité du taux de natalité de la population autochtone. Les Russes forment une masse compacte dans le Nord du pays, région fortement industrialisée et en continuité territoriale avec la Russie, situation qui alimente leur indépendantisme et qui incite les ultra-nationalistes de Moscou à revendiquer ce qu'ils appellent la « Sibérie méridionale ». Le transfert de la capitale Kazakhe d'Almaty à Akmola, au centre du pays, traduit notamment le souci du pouvoir actuel de contrecarrer les velléités de sécessionnisme. Si l'importance du Kazakhstan pour Moscou provient en réalité plus du pactole énergétique du pays que de la présence de 35% de Russes, il n'en reste pas moins que l'arrivée au pouvoir d'un « ethnonationaliste » serait catastrophique pour l'avenir de cette république.

En raison de la présence de nombreux Russes au sein des populations des républiques asiatiques et de l'imbrication des différentes cultures, la Russie apparaît donc bien comme une puissance solidement implantée en Asie. Il convient maintenant de considérer dans quelle mesure les immenses ressources présentes dans sa partie asiatique consacrent sa place dans ce continent.

14. L'Orient russe : un gigantesque réservoir de ressources.

La puissance de l'industrie russe tient tout d'abord à la diversité et à la richesse des matières premières exploitées sur son territoire. Cette abondance et le fait de disposer sur son propre sol de pratiquement tout ce qui lui est nécessaire a d'ailleurs rendu possible une des premières grandes singularités de l'expérience soviétique. L'appareil productif fut conçu volontairement comme un système pratiquement autosuffisant, limitant au maximum toute interférence extérieure. Pendant près de cinquante ans, l'industrie russe a donc fonctionné dans une sorte de bulle protégée, la « forteresse assiégée », organisée en cercles intégrés : la Russie plus les autres républiques de l'URSS, les pays membres du CAEM, les autres pays amis ou alliés.

Du point de vue des matières premières, la Russie se trouve dans une situation tout à fait paradoxale. Les ressources de son territoire semblent en effet la laisser à l'abri de toute crise d'approvisionnement. Pourtant, cette autosuffisance potentielle recouvre une situation très contrastée. Du fait de la localisation de ses gisements, à l'exception notable du fer majoritairement extrait dans le sud de la partie européenne, la plupart de ses sources d'approvisionnement se situent au-delà de l'Oural. Cela implique donc des coûts de transport élevés. Durant la période soviétique, ces coûts étaient artificiellement abaissés par la pratique de tarifs préférentiels de chemins de fer ou de tubes. Mais le réajustement des tarifs a désormais considérablement réduit ces avantages. A titre de comparaison, et pour souligner l'importance des ressources, les réserves russes inventoriées représenteraient 32 trillions de dollars, contre 10 trillions seulement pour les Etats-Unis et 5 trillions pour la Chine.

A 100 km de Moscou, commence ce qu'on appelle « la Russie d'Outre-Mer ». Hormis dans la dizaine de villes qui dépassent le million d'habitants, 45% de la population y vit encore comme au XIXe siècle. Pour les babouchkis des villages, le mot démocratie n'a pas de sens. On ne lutte pas pour la démocratie, on lutte contre la nature et le froid. Les problèmes se résument à trouver de quoi manger, de quoi se vêtir et du bois pour se chauffer. Il n'y a pas d'autoroutes pour relier ces régions. A trois heures de route de Moscou, on ne trouve plus de Pravda ni les Izvestsia. Les relais de la télévision nationale sont le plus souvent détériorés. Seules fonctionnent les télévisions locales.

Pour comprendre la réalité politique russe, il faut d'abord avoir conscience de cette absence d'infrastructures à l'échelle de ces immenses étendues. Si l'Etat ne prend pas en charge ce problème, c'est tout le nord du pays, soit 70% de sa surface, qui ne sera pas exploité convenablement, malgré l'immensité de ses ressources.

Les espaces orientaux, au-delà de l'Oural, représentent en effet un immense hinterland, véritable grenier à matières premières et à énergies, aux ressources à peine entamées et au peuplement clairsemé. Il est difficile pour un Européen de se représenter l'étendue de ces territoires, les notions d'échelle auxquelles il est accoutumé n'y ayant pas cours. La Russie d'Asie représente 74,7% du territoire russe, partagé pratiquement pour moitié entre la Sibérie et l'Extrême-Orient. Les distances y sont considérables, près de 6.000 km d'Ouest en Est et plus de 2.000 km du Nord au Sud.

Certes, étant donnée l'étendue des domaines arctique et boréal et la présence respective de la toundra et de la taïga, la part des terres arables est très modeste par rapport à la surface totale, soit 2,2%. Mais il faut tenir compte de l'échelle de ces territoires. L'ensemble Sibérie - Extrême-Orient représente en effet un peu plus de 22,1% de l'ensemble des terres arables russes. Grâce à la sélection de variétés résistant au froid, aux recherches sur les pratiques culturales et à un début d'intensification, la Sibérie produit en moyenne 18 à 20% des céréales et des produits d'élevage russes, avec des rendements moyens honorables pour ce type de milieu. En ce qui concerne l'Extrême-Orient, la part des terres arables y est la plus réduite. Elles ne représentent que 0,47% de la surface totale. Les terroirs sont limités à la fois en raison des hautes latitudes mais également de l'importance des reliefs montagneux qui laissent peu de place à l'agriculture. Les plaines du sud, le long de l'Amour et de ses affluents, le bassin d'Ousouriisk autour du lac Khanka et quelques plaines littorales au nord de Vladivostok et au sud de Sakhaline représentent à eux seuls 90% des terres arables de toute la région. L'élevage occupe une place dominante dans ce secteur puisqu'il fournit 70% des revenus agricoles et que 40% des terres arables sont consacrées aux fourrages. Les conditions climatiques sont pourtant, dans ce mince liseré, assez favorables et permettent de cultiver la plupart des plantes communes à la Sibérie, mais aussi des espèces tropicales. Or la situation alimentaire de l'Extrême-Orient reste catastrophique. Les productions locales n'assurent que 30 à 45% des besoins, selon les produits. Il faut faire venir l'essentiel des biens alimentaires des régions occidentales ou, plus

récemment, des pays voisins. La conjoncture aurait d'ailleurs tendance à s'aggraver. La production locale végétale et animale a pratiquement chuté de moitié en dix ans. Les autorités essaient cependant de relancer les productions par des programmes ajustés, mais les moyens de les appliquer font défaut. Il semblerait cependant que le sud de l'Oblast de l'Amour et la région autonome juive du Birobidjan devraient pouvoir fournir l'essentiel de cet effort. En effet, c'est là que se trouvent les meilleures terres. Et les projets de régulation de fleuves, comme les barrages de la Zéïa et de la Bouréïa, devraient permettre, outre la réduction de crues, d'augmenter les terroirs.

La façade Pacifique, en particulier sa partie méridionale la Primorie, est la seule à conserver un véritable dynamisme. Mais le mode de développement longtemps fondé sur des activités peu élaborées, essentiellement la pêche et l'exportation de produits bruts, et une privatisation entachée de scandales à répétition dans un contexte de lutte de pouvoir ouverte entre les autorités régionales et fédérales ne facilitent pas la diversification des activités et l'intégration dans la zone Pacifique.

En dehors des régions agricoles de l'extrême Sud, la mise en valeur de l'intérieur de la partie méridionale de l'Extrême-Orient se limite à quelques grands foyers industriels sur les rives de l'Amour. Le bassin charbonnier du Kouznets, qui s'étend sur 26.000 km², constitue la seule véritable région urbaine et industrielle de Sibérie. Avec une cinquantaine de mines et seize carrières, il a produit 109 millions de tonnes de charbon en 1999, soit 38% de la production russe. De façon très classique, ce grand bassin charbonnier a entraîné la création d'une puissante sidérurgie avec deux combinats complets à Novokouznetsk. Dans l'Extrême-Orient russe, la superficie totale des régions productrices de gaz et de pétrole dépasse 1,7 million de km². L'essentiel du pétrole est actuellement extrait dans le sud de cette zone sur l'Ob moyen, alors que la majorité du gaz est produit beaucoup plus au nord, près du golfe de l'Ob. Les productions annoncées en 1997 se sont élevées pour le pétrole à 207 millions de tonnes, et pour le gaz à 523 milliards de m³, soit respectivement 68 et 91% de la production russe. Malgré ces immenses ressources, la production reste faible en raison du manque d'investissements, de problèmes de transport et des conditions de vie rendues difficiles par le climat. Ainsi, pour l'exploitation des gisements de gaz, comme sur des plates-formes off-shore, a été mis en place un système par roulement. Les ouvriers effectuent

un mois de travail sur place puis bénéficient d'un mois de repos en famille. Par ailleurs, le gel de l'Ob inférieur et de ses affluents réduit considérablement la période navigable.

Les glaces et la banquise constituent également un véritable obstacle à une exploitation continue de la voie maritime du Nord. Des mesures nouvelles visent à développer cette voie. Ainsi, de nouveaux types de navires, comme l'Arktika, brise-glaces atomique de 75.000 CV, de porte-barges et de cargos spéciaux de 8.000 à 15.000 tonnes ont été fabriqués. Des ports ont été modernisés. Enfin, toute une infrastructure d'appui a été créée, avec des stations radar et météo ainsi que des hélicoptères de repérage. Elle seule permet de naviguer en sécurité dans l'Arctique. Les intérêts en jeu sont d'importance. Il s'agit en effet de désenclaver la région et de réduire les coûts de transports des matières premières.

En outre, les immenses richesses de la république de Sakha, Iakoutie, demeurent peu exploitées, comme le charbon de Nerioungri, les diamants de Mirny et Oudatchny et l'or de l'Aldan et de l'Indiguirka. La production iakoute est pourtant estimée à près de 10 millions de carats, soit 1,5 milliards de dollars et 99% du total russe.

Ainsi, le manque d'infrastructures et les conséquences d'une exploitation basée sur un système communiste semblent empêcher la Russie de s'appuyer réellement sur les immenses ressources de sa partie asiatique.

Si, indéniablement, la Russie est bien une puissance implantée en Asie, il convient toutefois de se demander si elle peut encore y jouer un rôle significatif.

SECONDE PARTIE

La Russie peut-elle jouer un rôle en Asie ?

La perception russe d'une Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, alliance toujours potentiellement hostile mais à laquelle elle n'exclut pas d'adhérer, qui se

rapproche des frontières de la fédération et qui pourrait aller jusqu'à empiéter sur le territoire de l'ex-URSS, inquiète au plus haut point Moscou et fait ressurgir son séculaire « complexe d'encerclement ». Les occidentaux sont habitués à une certaine représentation géographique du planisphère, héritée de Mercator, dans laquelle l'Europe se situe au centre du monde. Ce qui marque lorsqu'on consulte pour la première fois une représentation soviétique de l'univers, c'est la position centrale donnée à l'ex-URSS, et donc maintenant à la Russie. Il est alors plus aisé de comprendre ce sentiment d'encerclement, à l'origine depuis longtemps de la politique étrangère et de toute stratégie russe. Le but de cette dernière a toujours été de se constituer, entre autres, un glacis défensif destiné à empêcher toute approche trop téméraire des autres puissances, et notamment pendant la période de guerre froide des pays du bloc occidental. L'éclatement de l'URSS a modifié cette donne. La Russie semble en effet avoir entamé une phase de rapprochement, certes mesuré et calculé, en direction de l'Europe mais aussi de l'Asie, quelle soit centrale ou extrême-orientale. Les Russes sont en effet persuadés que leur position centrale leur donne une responsabilité particulière dans l'équilibre mondial. Le géographe Petr Savitskii, l'un des principaux théoriciens de l'école « Eurasiste » estimait ainsi, au début des années 20, que « la Russie serait beaucoup plus fondée que la Chine à s'appeler Empire du Milieu ».

Après l'éclatement de l'ex-URSS, la première étape de la nouvelle politique étrangère russe est donc de rechercher une place sur l'échiquier mondial pour une Russie, éclat de l'ancien empire. La Russie considère que l'Occident ne l'a pas récompensé, comme elle le souhaitait, pour s'être engagée sur le chemin des réformes démocratiques de type occidental. A Moscou, des voix s'élèvent pour dire que la « période de Pierre » est terminée. Sous Pierre le Grand, affirme-t-on, l'empire s'était tourné vers l'Occident, mais aujourd'hui, il n'y a plus de place là-bas pour la Russie. Les raisonnements sur la « période de Pierre », ce grand tsar qui avait « ouvert une fenêtre sur l'Europe » et qui se voulait l'élève des Occidentaux, relèvent pourtant d'une ignorance de l'Histoire. En effet, Pierre 1^{er} savait parfaitement ce qu'il voulait et de quoi il avait besoin. On lui attribue même cette expression : « Nous prendrons en Europe tout ce qu'il nous faut et dans quelques dizaines d'années, nous lui montrerons le cul ».

Trois scénarii sont donc envisageables pour la Russie. Le premier consiste en un « partenariat stratégique » avec les Etats-Unis et le deuxième en un rapprochement avec les pays européens. Quant au troisième, qui nous intéressera plus précisément dans ce mémoire, il consiste à se détourner de l'Occident et à regarder vers l'Orient. Il faut cependant garder à l'esprit que la préoccupation essentielle de la diplomatie russe reste d'empêcher l'unilatéralisation de la vie internationale et la toute puissance des Etats-Unis. Elle joue donc sur la multilatéralisation. Et l'intérêt de la Russie se porte à la fois sur l'Asie centrale et sur l'Extrême-Orient. Le monde musulman, avec notamment l'Iran, l'Irak et la Libye, présente également un intérêt certain pour la Russie. En effet, cette dernière reste un état comprenant de nombreuses ethnies musulmanes. Les velléités actuelles de rapprochement avec certains pays musulmans ne doivent cependant pas être attribuées à une sympathie particulière de la Russie à l'égard de l'Islam. L'intérêt de Moscou pour l'Irak ou la Libye date en effet de l'époque où Saddam Hussein et Kadhafi étaient des fervents partisans du socialisme. Cet aspect de la politique étrangère russe ne sera cependant pas développé dans ce mémoire, qui se limitera au rôle que la Russie cherche à jouer en Asie centrale et en Extrême-Orient. Toutefois, plutôt qu'une Russie qui irait vers l'Asie, il semblerait que ce soit plus l'Asie qui viendrait en Russie. Pour contrer ce risque d'asiatisation, de la Sibérie notamment, Moscou développe donc des coopérations dont elle cherche à être le moteur. En 1981, dans son discours aux Nations Unies, Gromyko lance un projet de conférence sur la sécurité et la coopération en Asie. Face à la carte chinoise jouée par les Japonais et par les Américains, Moscou adopte alors une politique asiatique très largement défensive. Gorbatchev va élargir la notion continentale de l'Asie et s'ouvrir sur la région Asie-Pacifique, qui va devenir une priorité pour une Russie qui cherche absolument à devenir un acteur dans une région en plein essor économique. La stratégie russe consiste alors à s'appuyer sur le développement de la Sibérie et de sa partie orientale pour en faire un point de passage obligé pour les échanges commerciaux ainsi que sur les puissances asiatiques, tant d'Asie centrale que d'Extrême-Orient.

21. La Russie : un point de passage obligé entre l'Europe et l'Asie ?

S'il n'a pas « ouvert » la mer Caspienne, l'éclatement de l'URSS en fait plus que jamais un enjeu international brûlant. Désormais partagé entre cinq riverains, la Russie, l'Azerbaïdjan, l'Iran, le Kazakhstan et le Turkménistan, le sort de ce vaste espace maritime, 376.000 km² en 1986, fait l'objet de bien des contestations. La principale porte à la fois sur le statut de la mer et l'exploitation de ses richesses pétrolières extraites en off-shore depuis Bakou. Il s'agit de savoir à qui appartiennent les champs d'hydrocarbures décelés en mer. Chacun entend bien s'en voir attribuer une part qui pourrait varier avec la redéfinition des eaux internationales. Si l'on exclut l'option défendue un temps par l'Iran et la Russie d'une gestion commune complète de toutes les ressources par les cinq pays riverains dans un vaste condominium, la polémique portant sur le fait de savoir si la Caspienne est une mer ou un lac n'est pas fondamentale. Dans les deux cas, elle se résume à régler le sort de quelques gisements contestés en limite des eaux territoriales nationales. Soit on procède à une démarcation rigoureuse des périmètres de chaque pays, soit dans les cas les plus litigieux, on décide de créer des consortiums d'exploitation communs, comme c'est déjà le cas pour quelques zones en mer du Nord ou en Asie du Sud-Est. Apparemment, c'est cette double démarche qui a finalement été choisie par la Russie et le Kazakhstan pour délimiter les fonds, au terme d'un accord bilatéral signé en juillet 1998. Toutefois cet accord a été contesté tant en Russie par la Douma qui y a vu l'abdication des droits russes sur l'ensemble de la mer que par l'Iran et le Turkménistan qui contestent tout traité bilatéral tant que le statut juridique global n'aura pas été décidé. Malheureusement, l'Association des pays riverains, analogue à celle de la mer Noire, se révèle beaucoup moins efficace. En dépit de réunions régulières depuis 1995, les principaux problèmes ne sont toujours pas résolus, freinant ainsi les investissements dans une zone instable. La découverte en 1999-2000 d'importants gisements de gaz au large de l'Azerbaïdjan, puis de pétrole en Kalmykie et sur les confins russo-kazakhes, rend de plus en plus urgent un accord sur tous ces points. Car toute une série de projets d'investissement sont annoncés, et parfois déjà mis en œuvre. L'exploitation des hydrocarbures a commencé dans le cadre des consortiums internationaux lancés par les Azeris, mais aussi par les Turkmènes et les Kazakhs. Les Russes sont entrés dans certains de ces groupes, mais continuent d'exercer des pressions quant aux voies d'exportation. Après avoir plusieurs années durant refusé tout quota d'exportation du gaz turkmène, faute d'avoir pu s'entendre sur les prix,

Gazprom a finalement passé un compromis afin d'éviter que tout ce gaz ne passe par l'Iran ou le Sud-Caucase. Il faudra de toute façon moderniser les gazoducs qui longent le nord de la mer pour desservir les gisements russes. Par ailleurs, Moscou cherche à conforter les liens économiques avec l'Iran et un système de double transit est en cours d'aménagement avec, sans doute, une ligne de ferry. Alors que des marchandises russes à destination du Golfe et des pays voisins passeraient par l'Iran, ce dernier est invité à exporter ses marchandises à destination de l'Europe par le système de navigation mer-fleuve via la Volga, le canal Volga-Don et le système des cinq mers. C'est pour cette raison qu'a été développé le nouveau port d'Olia, sur le Bakhtemir, un des principaux bras à l'ouest du delta de la Volga.

Moscou regarde de plus en plus vers l'Asie. La Russie compte notamment sur la Chine pour s'opposer au projet de construction d'un monde unipolaire prôné par Washington à partir d'une « conquête de l'Eurasie » par les Etats-Unis. Cet ensemble continental représente bien le principal enjeu et le lieu des rivalités entre puissances dans les décennies à venir. L'une des préoccupations principales de la Russie est bien de démontrer qu'elle est un pays qui ne peut être contourné pour construire cet espace nouveau et qu'elle représente le trait d'union indispensable entre les deux parties de cette masse continentale. Elle est par conséquent particulièrement sensible et vigilante à l'égard de tout projet susceptible de la marginaliser. Tout en rappelant sa double appartenance et sa spécificité à la fois européenne et asiatique, la Russie compte également défendre ses intérêts propres en Eurasie. C'est dans cette perspective que revient de façon récurrente dans le discours russe depuis 1997 la question du retour de la « route de la soie », avec ses variantes.

La route de la soie, qui remonte au IIe siècle de notre ère, a permis de relier par la voie terrestre l'Asie à l'Europe pendant plus de douze siècles. A la fin du XVe siècle, cette route des marchands chinois relayés par les Grecs a subi, au moment des grandes découvertes, la concurrence de la voie maritime. Cette dernière a conduit à la disparition progressive de ce circuit continental et ce n'est pas la formation d'un Etat communiste en 1917 qui contribuera à restaurer ce lieu de passage. En réhabilitant la « route de la soie » et, surtout en en proposant des variantes, Moscou cherche en réalité à restaurer une voie commerciale dont elle serait le lieu de passage obligé.

Il existe trois possibilités de restauration d'une voie continentale des échanges commerciaux entre l'Asie et l'Europe. Deux d'entre elles passent par la Russie et la troisième la contourne par le sud, la route historique de la soie. Le transit continental des marchandises entre l'Orient et l'Occident serait plus rentable que la voie maritime par laquelle s'effectue, jusqu'à présent, l'essentiel des échanges entre les deux grands ensembles économiques asiatique et européen, l'APEC et l'UE. Dans la perspective du développement de nouveaux circuits d'échanges, la Russie propose de réhabiliter la voie terrestre qui offre de notables avantages. L'argument est essentiellement fondé sur la relation entre coût et rapidité, notamment pour le transit par voie ferroviaire pour lequel la Russie dispose du seul réseau terrestre existant, le transsibérien. Par voie ferroviaire, le coût du transit est certes de 20% supérieur à celui par voie maritime. En revanche, la réduction, de trois à quatre fois, des délais d'acheminement permet de compenser largement le surcoût occasionné par ce moyen de communication. A condition, bien entendu, que le système ferroviaire russe, non seulement cesse de se dégrader, mais surtout se modernise.

Si le réseau routier laisse encore largement à désirer, le transport aérien représente une perspective importante dans les échanges. La « révolution dans les affaires aériennes » qui est actuellement en cours devrait aboutir à l'apparition d'une nouvelle génération d'avions gros porteurs. Là encore, le survol de la Russie permettrait de gagner un temps considérable. Il existe également une voie de transport maritime par le nord de la Russie. Cette « voie maritime du nord », qui s'est développée avec l'apparition de brise-glaces à propulsion nucléaire, et qui se limitait à un usage interne, pourrait connaître un nouvel essor. La réhabilitation de cette voie serait rendue possible par la multiplication des brise-glaces. Mais aussi, initiative nouvelle et originale, par l'utilisation de sous-marins dont dispose la marine russe et qui pourraient être transformés en bâtiments marchands. L'intérêt des russes pour la transformation des sous-marins serait double. En effet, outre ses avantages d'ordre commercial, elle permettrait à la Russie de rentabiliser le désarmement prévu par l'accord START en offrant une nouvelle « vie » à ses sous-marins nucléaires lanceurs d'engins destinés à la destruction. Ce trajet du nord réduirait ainsi de deux à trois fois la distance à parcourir pour les marchandises qui, jusqu'à présent, passent par le canal de Suez ou celui de Panama, voire contournent l'Afrique. Dans cette même logique de liaison Asie-Europe mais aussi Europe-Asie-Amérique, a été lancée l'idée de la construction d'un tunnel

traversant le détroit de Behring qui relierait la Russie au continent américain par l'Alaska, distante de 17 km. Enfin, il existe un réseau exceptionnel de gazoducs et d'oléoducs à travers la Russie qui permet de faire transiter notamment le pétrole de la Caspienne et qui devrait permettre de faire de la Russie une voie de passage obligé. Tous ces projets représentent donc pour la Russie bien plus que de simples avantages commerciaux. Ils constituent également des enjeux géopolitiques essentiels pour l'avenir de l'Eurasie. En effet, ils impliquent non seulement les pays directement concernés, comme la Chine, la Turquie, l'Iran et le Pakistan, mais également les grandes puissances comme les Etats-Unis, le Japon et l'Union européenne.

Ces différents projets pensés à Moscou visent à faire de la Russie une voie de passage obligé en la replaçant au centre de l'espace euro-asiatique. Mais il existe d'autres projets de tracés pour le transit des marchandises qui cherchent résolument à la contourner. Une route de la soie restaurée dans son tracé originel passerait en effet au sud de l'actuel territoire de la Russie. C'est pourquoi Moscou s'oppose très vivement à tout projet alternatif. La Russie se méfie également des initiatives provenant de certaines républiques pourtant proches d'elle. Ainsi voit-elle d'un mauvais œil les projets de rapprochement du Kazakhstan avec la Chine. La Russie a beau avoir signé un accord avec la Chine, le Kazakhstan, la Kirghizie et l'Ouzbékistan, constituant le « groupe des cinq ou de Shangaï », du nom de la ville où il a été élaboré en 1996, elle s'inquiète de tout ce qui pourrait la tenir à l'écart, tant des relations bilatérales avec la Chine que des accords régionaux dont elle serait exclue. Ainsi en est-il du traité signé par le premier ministre chinois Li Peng en septembre 1997 qui, en ayant réglé un léger différend frontalier avec le Kazakhstan, a permis de signer un accord sur l'exploitation en commun du gisement d'Uzen et de lancer le projet d'oléoduc de 3.000 kms rejoignant la zone côtière chinoise à travers le Xinjiang. Enfin, Moscou regarde avec circonspection la constitution, à l'initiative de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie et avec le soutien de l'Union européenne, de la « conférence internationale pour le rétablissement de la route historique de la soie ». Dans sa déclaration fondatrice, adoptée le 8 septembre 1998 à Bakou, les pays signataires, à savoir les trois républiques caucasiennes, les républiques d'Asie Centrale sauf le Turkménistan, la Mongolie, la Turquie, la Moldavie, l'Ukraine, la Bulgarie, la Roumanie et la Pologne, affirment leur volonté de « développer la coopération régionale entre l'Europe, la mer Noire, le Caucase, la mer Caspienne et l'Asie . . . et d'améliorer le réseau des voies de

communication entre ces régions ». Et parmi ces voies de communication auxquelles pensent ces quatorze pays, il convient d'accorder la priorité au transport des hydrocarbures en liaison avec la découverte de réserves pétrolières considérables dans la mer Caspienne. Comme le précise un éditorialiste du quotidien russe Izvestia, « la géopolitique sent le pétrole ». Et ce pétrole est aussi perçu par la Russie comme l'un des principaux risques de sa marginalisation dans l'espace euro-asiatique.

Les pays consommateurs de pétrole ne se situent pas seulement à l'Ouest. L'Asie, malgré la crise qu'elle traverse depuis 1997, deviendra rapidement l'autre consommateur d'énergie du XXI^e siècle. D'où l'apparition de projets de tracés qui, soit s'orientent directement vers l'Asie, soit permettent d'approvisionner tant l'Orient que l'Occident. Dans ce dernier cas est envisagé un projet d'oléoduc Bakou-Kharg qui passerait directement d'Azerbaïdjan au Golfe arabo-persique par l'Iran.

La constitution, le 10 octobre 1997, d'une « union informelle » entre la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, dite « accord GUAM », a suscité la colère de Moscou. En effet, de toute évidence, son objectif est de permettre à des pays qui, jusqu'à présent étaient totalement dépendants de la Russie pour leur approvisionnement énergétique, de se fournir directement « à la source ».

On assiste donc actuellement à une véritable bataille pour la maîtrise des flux intercontinentaux entre l'Europe et l'Asie. Du fait de l'état des réseaux intérieurs, la Russie n'a pu maintenir sa part du marché des conteneurs mer-rail sur la liaison Pacifique nord-Europe. En 1998, on a transporté moins de 20.000 conteneurs par le transsibérien, contre 140.000 en 1981 qui fut une année record. Les Russes promettent aujourd'hui un temps de trajet de 11 jours entre Nakhoda et la frontière finlandaise, et de 15 jours jusqu'à Berlin. Mais la durée réelle varie entre 20 et 100 jours, ce qui décourage les clients. TSES (Trans Siberian Express Service), une joint-venture créée en 1993 entre le Ministère des voies de communications russe et l'américain Sealand, entend améliorer la capacité de ce « pont transsibérien », en particulier en matière d'infrastructures portuaires et de suivi des frets.

Mais c'est surtout sur la marge méridionale que la bataille fait rage avec la mise en concurrence de plusieurs trajets alternatifs de nouvelle « route de la soie ». La Russie espérait ne pas perdre complètement l'avantage des accords que l'URSS avait négocié

avec la Chine avec l'ouverture, effective en 1991, du tronçon Urumqi- Almaty qui permet une liaison entre Lianyungang, 8^{ème} port de Chine sur la mer Jaune, et Rotterdam en 10.900 km via la Russie. Mais les états indépendants de l'Asie Centrale essaient de dériver à leur avantage une partie de ce trafic. Pour ce faire, ils proposent une voie alternative par le sud, qui évite la Russie, avec l'ouverture de la « Transasiatique » (Almaty-Tachkent-Tedjen-Teheran-Istanbul). Si cette ligne n'est pas jugée très concurrentielle, du fait de l'instabilité politique qui caractérise la région, il en va tout autrement du corridor eurasiatique lancé par l'Union Européenne avec le programme TRACECA (Transport Corridor Europe Caucase), vaste projet de modernisation des équipements portuaires, ferroviaires et routiers en Géorgie, en Azerbaïdjan et dans la mer Caspienne et son volet pour les hydrocarbures, le programme INOGATE. De fait, c'est une véritable bataille géostratégique qui s'est engagée dans toute la région. Moscou essaye par tous les moyens d'imposer une solution septentrionale qui continuerait, comme par le passé, d'emprunter son propre territoire. Outre les pressions directes, comme la réduction du volume de gaz turkmène que Gazprom accepte de faire transiter par son réseau, certains spécialistes ont évoqué des parallèles entre la chronologie de ces projets et celles des principaux conflits armés au Caucase.

Il est très difficile de prédire si l'on va réellement assister à une redistribution significative des flux, tant les incertitudes sont grandes. Les autorités américaines soutiennent à fond leurs alliés turcs très intéressés par la réalisation d'un grand oléoduc reliant la Caspienne et le port méditerranéen de Ceyhan. Mais les Russes construisent leur propre tube entre le Kazakhstan nord et Novorossiisk. Et il suffirait que l'Iran se libéralise un peu pour qu'une alternative beaucoup plus méridionale redevienne crédible. Il est en tous cas évident que les transports sont un élément fondamental de la définition de nouveaux rapports dans l'espace post-soviétique. Il s'agit là, à la fois, d'un marché âprement disputé et d'une véritable arme utilisée par les uns et les autres comme moyen de pression. Comme pour les matières premières, la Russie a, grâce à son étendue et sa situation géographique, des dispositions favorables pour influencer sur la plupart des arbitrages. Encore faudrait-il, si elle veut occuper la place qu'elle entend prendre dans ce domaine, qu'elle révise profondément les fonctionnements de l'ensemble de ce secteur.

En effet, en plus des réseaux proprement dits, les défauts du système de transport russe renvoient à toute une série de problèmes tant matériels qu'humains et organisationnels. En ce qui concerne l'industrie, le premier d'entre eux est l'état des véhicules et des équipements. D'une part, certains engins, vétustes, atteignent la limite critique, comme dans l'aviation. Ainsi, en 1993, sur les quelques 3.390 appareils en service dans la CEI, 85% correspondaient à des modèles datant d'avant 1975. D'autre part, le parc des véhicules spécialisés (camions et wagons frigorifiques, citernes isothermes) est trop faible, ce qui entrave constamment le trafic de denrées périssables. Mais l'ouverture plus large des frontières a mis l'accent sur un autre aspect de ce problème. Les transporteurs soviétiques, fonctionnant principalement leur propre territoire, utilisaient des normes intérieures qui ne correspondent plus du tout aux normes internationales, rendant l'usage de leurs engins techniquement ou économiquement inopérants sur le marché mondial. L'application stricte des nouvelles réglementations internationales en matière de bruit et de pollution a peu à peu écarté les avions russes des aéroports occidentaux. De la même façon, il devient de plus en plus délicat d'incorporer des wagons russes dans des convois internationaux car ils ne supportent pas les vitesses élevées devenues la norme en Europe occidentale.

Malgré ces problèmes, la Russie cherche par tous les moyens à redevenir un point de passage obligé pour les échanges internationaux. Mais, pour y parvenir, elle doit également développer ses relations avec l'ensemble des puissances asiatiques et jouer un rôle moteur dans cette partie du globe en plein essor économique. Moscou a donc adopté une stratégie « tous azimuts » en direction de ces puissances et profite de l'influence certaine qu'elle continue d'exercer en Asie centrale.

22. Une influence certaine en Asie centrale.

L'Europe a toujours eu un complexe ambigu à l'égard de l'Asie. Géographiquement, elle n'en est que l'ultime prolongement occidental. Historiquement, elle a eu à en subir les invasions, puis à en redouter la longue et difficile découverte.

Culturellement, elle a dû assumer la rivalité de ce continent, berceau comme elle de civilisations et de religions millénaires. Economiquement, elle en redoute aujourd'hui la concurrence et elle en craint la suprématie mondiale, de même que l'effondrement soudain.

L'immense espace asiatique est divisé intellectuellement en quatre ensembles inégaux aux contours souvent flous, le Proche-Orient, le subcontinent Indien, la Chine et l'Extrême-Orient. Il est réputé ingouvernable car trop vaste et trop peuplé, imprévisible car politiquement instable et immature sur le plan international. En effet, l'Asie est le seul continent qui ne possède pas d'organisation internationale le couvrant dans son entier. L'ère de la guerre froide et de l'affrontement entre les mondes socialiste et libéral, particulièrement vif en Asie, est pour beaucoup dans cette situation. Le continent asiatique a subi de plein fouet le choc de l'effritement communiste. On semble assister à l'émergence d'un nouvel espace, au cœur même du continent, situé au confluent des influences perses, indiennes, chinoises et européennes. Là où tour à tour Mongols, Seldjoukides et Perses installèrent de brillants empires, là où Russes et Anglais, puis Soviétiques, Iraniens et Américains se livrèrent au « grand jeu » des partages d'influence. Il s'agit de l'Asie médiane.

Du Xinjiang chinois au Baloutchistan iranien, des berges de l'Iénisseï à celles de la mer Caspienne, des monts ouraliens aux contreforts himalayens du Pamir, l'Asie médiane est un ensemble homogène géographiquement et historiquement dont la naissance politique rééquilibre le continent asiatique, atténuant le triptyque trop traditionnel entre l'Asie arabo-persique, l'Asie indienne et l'Asie confucéenne.

Cette naissance se fonde sur une cohérence géographique plus forte qu'il n'y paraît de prime abord. L'Asie médiane, en effet, est ceinturée par de vastes zones hostiles la délimitant précisément : au nord, l'immense taïga sibérienne, de Kazan au lac Baïkal ; à l'est le désert de Gobi et l'arc himalayen ; au sud, les déserts du Baloutchistan, les monts Zagros et le grand désert salé d'Iran ; à l'ouest enfin, la mer Caspienne et les monts de l'Oural. Cette ceinture, difficilement franchissable, enferme un espace relativement homogène de zones fréquemment arides, voire désertiques, comme le Takla-Makan chinois, le Kara Koum turkmène et le Kizil Koum ouzbéko-kazakh, et majoritairement dépourvues de reliefs, à l'exception de la grande déchirure

des chaînes du Tian Chan et de l'Hindou Kouch, au sud-est. Seuls cours d'eau notables, l'Amou Daria et le Syr Daria, maintes fois déviés et ponctués de canaux artificiels, alimentent faiblement une mer d'Aral en voie d'assèchement, aux confins de la steppe kazakhe.

Un tel milieu géographique ne favorisait guère le peuplement sédentaire. De fait, l'Asie médiane fut longtemps un lieu de passage, de migrations, plus qu'une zone de peuplement. Deux axes principaux y ont progressivement structuré les flux humains. La route de la soie est la plus ancienne. Ouverte dès le premier millénaire avant notre ère, elle permit la lente implantation de peuples indo-européens, ancêtres notamment des Iraniens actuels. La deuxième voie fut celle empruntée par les peuples altaïques, Ouïghours, Oghouz et Kirghizes, nomadisant en provenance des franges de la taïga sibérienne, qui s'agrégèrent lentement en royaumes, bientôt sous domination chinoise ou perse. Ce n'est que bien plus tard que les Européens vinrent soumettre, puis coloniser, les territoires d'Asie médiane. Avançant de façon convergente, les empires britannique et russe se partagèrent la zone à la fin du XIX^{ème} siècle, sur des bases que l'affrontement Est-Ouest reprit à l'identique.

Lors de la « délimitation nationale » de 1924, le pouvoir soviétique écarta l'hypothèse d'un ensemble unifié des peuples turcophones, le mythique Turkestan, au profit d'entités éclatés : les Turkmènes à l'ouest, les Kazakhs au nord et à l'est, desquels furent détachés les Kirghizes en 1936, les Ouzbeks au centre et au sud, séparés des Tadjiks en 1929. Ces cinq entités rassemblent les principaux peuples allogènes de l'Asie médiane ex-soviétique. S'y ajoute une myriade de populations plus réduites, aujourd'hui réparties entre les divers Etats issue de l'URSS ; s'y ajoutent surtout les peuples voisins, bien plus anciennement définis comme les Pashtouns, les Hazaras, les Baloutches, les Ouïghours, les Pamiris et les Azéris.

C'est donc désormais cette mosaïque de peuples imbriqués qu'abrite l'espace d'Asie médiane. Regroupés selon des frontières parfois irréalistes, ces peuples sont aujourd'hui chargés d'écrire une nouvelle ère géopolitique de la zone. Et la Russie entend y exercer son influence.

Produits administratifs de la période soviétique, cinq nouveaux Etats sont venus bouleverser la carte politique de l'Asie médiane. Proclamée dans la plupart des cas à contrecœur, l'indépendance leur fut internationalement reconnue dès les premières semaines de 1992, avec l'adhésion à l'Organisation des Nations unies et la reconnaissance des principaux états de l'Union européenne. Même si les observateurs hésitent parfois à parier sur leur avenir, les nouveaux états de l'Asie médiane ont su rapidement s'installer dans leur rôle d'acteurs régionaux avec lesquels la Russie doit compter si elle veut être présente dans la région.

Vaste, semi-désertique, mais riche en matières premières, le Kazakhstan fut longtemps le plus attaché à la fédération soviétique. Conscient de la faiblesse de l'entité nationale kazakhe, le président Nazarbaev, produit typique de la hiérarchie communiste, ne se résolut à proclamer l'indépendance que dans les tout derniers jours de l'URSS, lorsque la séparation fut inéluctable. A cet instant, le Kazakhstan devenait la cinquième puissance nucléaire du monde, le quatrième géant territorial de l'Asie, un futur producteur majeur en pétrole et en gaz et un acteur essentiel de l'aventure spatiale. Pour utiliser ces atouts, le président Nazarbaev mit en place un système politique et institutionnel tout entier à son service : une constitution très présidentialisée, un contrôle serré de la presse et de l'opposition, et un populisme très actif qui lui assure un réel prestige dans son pays.

N'ayant jamais abandonné tout espoir de voir les anciennes républiques fédérées réunies dans un vaste ensemble de coopération, le Kazakhstan est à l'origine de la première union économique entre Etats issus de l'URSS, avec ses voisins Ouzbek et Kirghiz, ainsi que de l'accord de coopération avec la Russie, la Biélorussie et le Kirghizstan. Surtout, l'axe central de la diplomatie de M. Nazarbaev est le maintien de relations amicales avec la Russie. Le Kazakhstan, en effet, est le seul des quinze Etats issus de l'URSS dans lequel la population allogène, les Kazakhs, représente moins de la moitié de la population totale, pratiquement au même niveau que les Russes. Cela lui impose un rôle de trait d'union, de relais, entre la Russie et les autres pays de l'Asie médiane, symbolisé notamment par le récent déplacement de la capitale du pays vers la ville centrale d'Akmola.

Constitué pour l'essentiel des massifs montagneux de l'Alaï, contreforts du Tian Chan chinois, le Kirghizstan est essentiellement peuplé de nomades montagnards, ainsi

que d'une minorité russe importante, regroupée dans la capitale et sa région. C'est sur son sol que sont intervenus les premiers affrontements interethniques de la fin de l'URSS. Même si, depuis, le pouvoir très modéré du président Akaev, le seul dirigeant de l'Asie médiane à avoir fermement condamné le putsch contre Gorbatchev d'août 1991, a su maintenir la cohésion du pays. Le Kirghizstan, aujourd'hui, représente dans la région un îlot fragile d'effort démocratique, malgré la forte domination parlementaire de l'ancien parti communiste.

Ayant en conséquence su s'attirer la sympathie de plusieurs puissances occidentales, le président Akaev tente de tirer parti des rares atouts de son pays, l'hydroélectricité notamment. Il espère faire du Kirghizstan la place financière dont l'Asie médiane a besoin pour son développement. Il lui faudra pour cela éliminer les risques de dérive mafieuse d'une économie menacée par les narcotrafics, profitant des considérables cultures de pavot sauvage du pays dont les étendues multiplient les convoitises.

C'est un choix bien différent qu'a fait l'Ouzbékistan, sous la houlette du très autoritaire président Karimov. De loin le pays le plus peuplé de la région, l'Ouzbékistan est celui dont les populations allogènes présentes hors de ses frontières sont les plus massives, notamment en Afghanistan et au Tadjikistan. Cela lui a donné le prétexte d'une diplomatie régionale très présente, comme le montre son activisme militaire très fort dans les guerres civiles de ces deux derniers Etats. Bien que très proche allié des Etats-Unis, le pays est organisé selon un système profondément inspiré de la défunte URSS. Il n'y a guère que le nom des institutions et les symboles nationaux qui ont changé en Ouzbékistan. La presse y est monopolisée par le pouvoir, l'opposition y est proscrite et le président Karimov y jouit d'un pouvoir institutionnel considérable, qu'il a, comme la plupart de ses voisins, fait prolonger par référendum au-delà de son terme initial.

Terrain privilégié de la monoculture intensive du coton sous les différents plans quinquennaux soviétiques, l'Ouzbékistan en a hérité un désastre écologique considérable, comme l'assèchement de la mer d'Aral et l'appauvrissement des sols, et une corruption endémique à tous les niveaux de la société. Ajoutés à un nationalisme d'autant plus virulent qu'il s'est construit sur la domination de peuples autochtones encore présents sur place, Tadjiks notamment, ces facteurs fragilisent un Etat longtemps

attiré par le modèle de développement du Sud-Est asiatique et qui se verrait bien en « dragon » de l'Asie médiane.

Géographiquement marginalisé aux confins de l'Asie médiane, très faiblement peuplé, pratiquement désertique, le Turkménistan bénéficie néanmoins de la meilleure homogénéité ethnique de la région. Toutefois, la chance majeure de cet Etat réside dans ses considérables réserves en pétrole et en gaz naturel, qui pourraient en faire « le Koweït de l'Asie médiane ». Mais il lui faudra résoudre le difficile problème de leur exportation, bloquée durant trois ans par un embargo de fait de la Russie.

Dès 1991, le président Niazov, héritier direct du système communiste, y a conduit une politique novatrice. Il fut le premier de la région à promulguer une constitution, à instaurer une nouvelle monnaie, à associer les autorités traditionnelles claniques ou religieuses à la prise de décisions et à donner un statut aux minorités russophones. Toutefois, le culte de la personnalité démesuré dont il s'entoure désormais, la corruption et la dérive mafieuse de pans entiers de l'activité du pays ainsi que la lenteur des réformes économiques de fond sclérosent progressivement un Etat qui n'a pas fait le choix d'un rôle diplomatique actif en Asie médiane, préférant se limiter à un discours bilatéral avec ses voisins proche-orientaux.

Du fait qu'ils engendrent des fléaux transfrontaliers non maîtrisables, comme les trafics de stupéfiants, la contrebande des armes et la criminalité organisée, tout en accroissant le danger du fondamentalisme islamique, les deux conflits, que sont celui du Tadjikistan et les succès militaires des Talibans en Afghanistan, sont indubitablement vécus comme une menace contre la sécurité de tous les états de la région. A l'heure actuelle, les craintes suscitées par l'avancée des Talibans semblent pousser ceux-ci en direction de Moscou, au détriment de l'influence que cherche à exercer l'OSCE. Le Tadjikistan, devenu une sorte de protectorat russe par suite du soutien considérable que lui fournit Moscou dans la guerre civile en cours, s'est singularisé en refusant, contrairement aux quatre autres républiques, de participer au Partenariat pour la paix de l'OTAN.

Seul, finalement, le Tadjikistan justifie les craintes exprimées par la communauté internationale lors de la dislocation de l'URSS. Depuis lors, en effet, ce petit pays montagneux enclavé aux confins des premiers massifs de l'Himalaya n'a cessé de vivre

en guerre civile, aggravée par l'existence de lourds contentieux frontaliers et ethniques avec les pays voisins.

Alimentée par ces derniers et notamment par la situation afghane, cette guerre superpose les logiques militaires, mafieuses, claniques, politiques, ethniques, avec pour résultat principal la disparition de l'Etat tadjik au profit d'autant de fiefs féodaux qu'il y a de chefs de guerre. Malgré la signature, le 27 juin 1997, d'un accord de paix entre les groupes d'opposants et le régime du président Rakhmonov, la désagrégation des autorités politiques est devenue générale, comme l'ont montré la violente crise d'août 1997 et les fréquents enlèvements, parfois tragiques, de ressortissants étrangers membres d'organisations non gouvernementales.

L'Afghanistan est pro-russe depuis 1947. Les Talibans, soutenus par le Pakistan, sont présents sur tout le territoire, sauf dans le Nord-Est où se trouve le commandant Massoud, soutenu par la Russie.

Réorganisé à la fin du siècle dernier par le souci anglo-russe de ne pas voir voisiner directement l'Empire britannique des Indes et celui des tsars, cet état est aujourd'hui anéanti par vingt ans de guerres, d'abord affrontement national contre l'occupant soviétique, puis lutte politico-ethnico-religieuse entre factions désormais rivales. La fin du régime communiste, en avril 1992, n'a fait qu'aggraver la situation, en transportant l'affrontement au cœur même de l'Etat afghan : la capitale Kaboul.

La soudaine apparition d'un nouvel acteur politico-militaire, les milices taliban, et sa fulgurante victoire de 1996 ont fait un temps croire à une stabilisation du conflit, mais la fragilité institutionnelle et sociale du pouvoir fondamentaliste des talibans et le rôle actif de plusieurs puissances extérieures dans le renouveau militaire du principal opposant Massoud ont relancé les combats dès 1997 et multiplié les interrogations sur l'avenir de cet Etat, proche allié du Pakistan, qui commande le débouché géographique et commercial vers l'océan Indien qui manque cruellement aux Etats issus de l'ex-URSS.

Longtemps affaibli par une instabilité politique chronique, obnubilé par l'hostilité de son voisin indien, le Pakistan est soudainement apparu comme un acteur important d'Asie centrale lors de l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979. Avec le plein soutien américain, le régime pakistanais finança, hébergea, organisa et arma les mouvements de résistance afghans. Le Pakistan y acquit une stature régionale

incontestable, mais aussi, moyennant le coût de plusieurs centaines de milliers de réfugiés sur son territoire, la possibilité de se créer des réseaux de solidarité, des relais d'influence, bref une diplomatie différente du lancinant face-à-face avec l'Inde, fondée surtout sur la proximité géographique. Karachi est en effet pratiquement à la même longitude que Kaboul et Tachkent.

Mais c'était oublier que le besoin principal de l'Asie centrale est la reconstruction économique, qui exige des moyens financiers bien plus importants que ceux dont dispose le Pakistan. C'était surtout sans compter avec l'incapacité du régime pakistanais lui-même à vaincre les démons conjugués de l'instabilité, de la corruption et de la féodalisation clanique des structures de l'Etat. Très tôt, et malgré le succès de l'installation au pouvoir talib à Kaboul, le Pakistan s'est donc révélé incapable de concevoir un projet et d'être un modèle capable de dynamiser l'ensemble de la région.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, une guerre froide de quarante années s'est instaurée entre l'Inde, l'URSS, la Chine et les Etats-Unis. Dans les années 50, la Chine soutenait le Pakistan contre l'Inde. Cette dernière, redoutant un encerclement, se tourna alors vers Moscou. Les Etats-Unis, opposés au régime soviétique, décidèrent de soutenir le Pakistan. Une alliance très forte s'instaura entre New Dehli et Moscou.

Dans les années 90, soucieuse de développer son influence dans cette partie du monde asiatique, la Russie cherche à renouer avec l'Inde. Dans une déclaration récente, Vladimir Poutine envisageait même un partenariat avec l'Inde, mais également avec la Chine. Dans cette situation paradoxale, l'Inde risque de se retrouver alliée avec une puissance ennemie. On peut alors se demander quelle va alors être son attitude. Elle pourrait en effet quitter cette posture d'amitié avec la Russie et se rapprocher des Etats-Unis.

Situé aux franges de l'Asie centrale, l'Iran fut longtemps tourné prioritairement vers le Proche-Orient arabe. Néanmoins, la dislocation de l'URSS, permettant l'émancipation de cinq nouveaux Etats musulmans, a très fortement intéressé le pouvoir iranien, attentif depuis 1979 à toute expansion islamique. Perdant peu à peu son influence dans le conflit afghan, l'Iran vit là le moyen inespéré de se créer une « arrière-cour » géopolitique, d'autant bienvenue que sa mise au ban des nations pour terrorisme d'Etat l'enfermait dans le soutien clandestin à des mouvements pourchassés.

Très vite, l'Iran s'est empressé de multiplier les accords bilatéraux avec ses nouveaux voisins, permettant notamment la connexion du réseau ferré d'Asie médiane ex-soviétique avec celui de tout le Proche-Orient, par la voie reliant Machhed au Turkménistan. Toutefois, les résultats d'ensemble n'ont pas été ceux escomptés. L'immensité des besoins financiers, l'obstacle de la langue, en effet seul le Tadjikistan est iranophone, la méfiance des gouvernements locaux et leur crainte viscérale de tout mouvement islamiste maintiennent l'Iran dans un rôle en demi-teinte qui ne devrait guère évoluer dans un avenir proche, malgré les ambitions de reconnaissance du nouveau président Khatami.

La stabilisation de l'Asie centrale reste en effet tributaire de la léthargie ou du réveil de trois dangers potentiels d'inégale importance que sont le fondamentalisme islamique, les conflits interétatiques bilatéraux, mais surtout « l'ethnonationalisme » des minorités russes. D'autre part, Moscou a peur d'une unification des peuples du Caucase contre le peuple russe.

Espace géopolitique à lui tout seul, entouré par la Russie, la Turquie et l'Iran, le monde caucasien ne peut cependant espérer résister à leur domination qu'en se projetant dans un espace plus large. Mais cet essor est pour l'heure freiné par les guerres civiles de Géorgie et par les séquelles du conflit arméno-azéri du Haut-Karabagh, qui interdisent toute action diplomatique concertée.

Seul, finalement, l'Azerbaïdjan peut espérer aujourd'hui jouer un rôle. Dirigé d'une main très ferme par le président Aliiev, ce pays sait utiliser les considérables réserves pétrolières que lui offre la mer Caspienne pour mener une subtile politique d'équilibre entre Russes, Occidentaux et Proche-Orientaux et se poser en interlocuteur obligé de toute diplomatie pétrolière régionale. Toutefois, bien que le pays soit riverain de la mer Caspienne, son intérêt envers l'Asie centrale lui est contesté, notamment par le Turkménistan pour des raisons économiques tenant à la concurrence en hydrocarbures, et par l'Iran pour des raisons de stabilité ethnique. En effet, 10 millions d'Azéris vivent en Iran.

La Russie, fort logiquement, fut la première à s'intéresser à la nouvelle organisation géopolitique de l'Asie centrale. Peu soucieuse de voir sa présence asiatique reculer de plusieurs milliers de kilomètres vers le Nord, elle s'y considère comme le

légataire naturel de l'URSS, tant vis-à-vis des nombreuses populations russes y résidant que vis-à-vis des Etats eux-mêmes, regroupés sous le vocable significatif « d'étranger proche ». Néanmoins, les résultats de cette influence demeurent limités. La Russie n'a pu ni empêcher l'abandon de l'alphabet cyrillique, ni mettre en place une zone « rouble », ni obtenir, sauf au Turkménistan, la double nationalité pour les populations russophones. Tout au plus Moscou a-t-il pu assurer le maintien de troupes garde-frontières russes presque partout où elles étaient stationnées avant 1991.

Les Etats d'Asie centrale tentent par ailleurs, depuis 1991, d'œuvrer eux-mêmes en faveur de l'essor de leur région par une coopération internationale. Pourtant, jamais la Communauté des Etats Indépendants, née en deux temps en 1991 pour être le « syndic de faillite » de l'URSS, n'a réellement compté dans cette région. La zone « rouble » y fut un échec flagrant et le Pacte de sécurité collective, signé sans le Turkménistan, s'enlise dans les rivalités russo-kazakho-ouzbèkes. Jamais, par ailleurs, la CEI ne pourra prétendre couvrir toute l'Asie médiane, puisque ni l'Iran, ni l'Afghanistan, ni le Pakistan, et encore moins le Xinjiang chinois, n'ont vocation à l'intégrer.

Pourtant, malgré cet échec, une vraie coopération est en train de se développer en Asie médiane. La plus intense résulte de l'enchevêtrement des liens bilatéraux. Ce réseau dense s'est rapidement étendu à tous les états de la région, qui profitèrent de l'apparition des nouveaux acteurs issus de l'URSS pour solder des différends datant parfois de plusieurs décennies : Iran-Turkménistan sur les liaisons ferroviaires, Chine-Kazakhstan et Chine-Kirghizstan sur les frontières.

Au-delà de ce niveau bilatéral, se développent des associations régionales de coopération. C'est ainsi qu'une zone de libre-échange a été créée entre le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. C'est ainsi également que l'Ouzbékistan tente régulièrement, mais sans succès à ce jour, de créer une organisation concernant l'assèchement de la mer d'Aral et de façon plus générale l'alimentation en eau de la région. De son côté, l'Iran a mis sur pied une organisation à l'activité toutefois limitée, regroupant les Etats riverains de la mer Caspienne, afin de rationaliser l'exploitation de celle-ci et d'en faire un pôle de stabilité régionale.

Enfin existe l'Organisation de la Coopération Economique, relancée en 1992 pour constituer un vaste forum de coopération régionale. Pour l'instant, la tâche principale de l'OCE est de trouver un accord sur le tracé des pipe-lines pétroliers et gaziers devant

exporter les hydrocarbures kazakhs, ouzbeks et turkmènes sans passer par la Russie. Rien n'interdit par la suite d'envisager le développement de cette organisation vers une coopération plus poussée entre ses adhérents, même si le rôle de leader que s'est octroyé l'Iran, au grand dam de la Turquie et du Pakistan, inquiète un peu ses partenaires, plus laïcs.

Dix ans après la fin de l'URSS, il est encore trop tôt pour avoir des certitudes quant à l'avenir de l'Asie médiane. Un espace géopolitique n'acquiert sa viabilité et son sens que par l'existence d'une quadruple cohérence, géographique, politique, économique et diplomatique. Or, l'Asie médiane est un espace fini et aisément caractérisable et les Etats qui la composent ont suffisamment d'aspects en commun tels l'islam, l'autoritarisme et l'hétérogénéité ethnique. De plus, tous les Etats de la zone se définissent aujourd'hui principalement par celle-ci, quitte à le faire de façon concurrente. Reste la volonté des peuples, sans laquelle toute construction géopolitique se réduit vite à un montage artificiel et sclérosé. Mais il n'y a guère d'indicateur fiable permettant de savoir s'il existe un sentiment populaire vivace d'appartenance à un même ensemble régional. Il semblerait que leurs priorités soient plutôt économiques et sociales.

Plus à l'Est, la Russie cherche également à développer son influence. Elle a décidé d'adopter une stratégie « tous azimuts » en direction de ses voisins.

23. Une stratégie « tous azimuts » en Extrême-Orient.

Depuis la fondation d'un premier fortin, en 1647 à Okhotsk, la Russie n'a cessé d'affirmer sa volonté de devenir une puissance du Pacifique, en tentant de s'imposer plus au sud, dans les plaines agricoles de l'Amour, légendaire « fleuve céréalier », et en recherchant, sur le littoral, des ouvertures sur des mers libres de glace. La fondation en 1860 de Vladivostok, en territoire alors chinois, fut une étape décisive de ce processus typiquement impérialiste. Et le nom même du nouveau port (« Domine l'Orient ») était plus qu'explicite sur ses intentions. L'intérêt stratégique de ces territoires est plus que

jamais d'actualité alors que les échanges inter-Pacifique, dominés par les Etats-Unis et le Japon, sont en pleine croissance et pourraient amener, à terme, un déplacement du centre de gravité du commerce mondial.

La Russie paraît aujourd'hui en retrait par rapport aux formidables défis d'une zone où l'on assiste à la montée en puissance des « tigres orientaux » que sont Singapour, Hong-Kong, Taïwan et la Corée du sud, et alors que la Chine s'ouvre au commerce international. Non pas que rien n'ait été entrepris dans cette immense région, éloignée de 9.000 km de Moscou. A diverses reprises, MM. Gorbatchev et Eltsine ont réaffirmé la volonté de l'URSS, puis de la Russie, de jouer un rôle majeur dans cet espace en pleine mutation. La définition par Boris Eltsine d'une nouvelle « stratégie tous azimuts » qui visait à permettre à la Russie de constituer, face à la toute-puissance américaine, des contre poids en Asie, en Chine, mais également au Japon. Cette « tentation asiatique » de la politique étrangère russe n'est d'ailleurs pas récente et trouve ses origines dans le discours de Vladivostok prononcé par Mikhaïl Gorbatchev dès 1996. Mais on ne ressent cependant pas l'application d'une stratégie cohérente vis-à-vis d'un espace qui a déjà ses règles de fonctionnement et ses flux organisés. De plus, une série de contentieux territoriaux entravent les espoirs russes alors que des faiblesses structurelles réduisent les fonctions de cette région à celui de réserve de matières premières et de voie de transit.

Fondée le 8 août 1967 par la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, les Philippines et l'Indonésie, l'ASEAN (Association of South-East Asia Nations) consacre un processus de réconciliation régionale après les turbulences conflictuelles des premières années d'indépendance, notamment entre l'Indonésie et la Fédération de Malaisie. Ce processus de réconciliation sera étendu en 1984 au sultanat de Brunei, en 1995 au Viêt Nam, en 1997 au Laos et à la Birmanie et en 1999 au Cambodge.

231. Les relations russo-japonaises : face à face ou amorce de partenariat ?

On pouvait constater au printemps 1999 que le statut et l'image du Japon en Asie ont souffert, tant de son incapacité à réagir et à soutenir ses partenaires, que des

révélations sur l'état de son économie financière, 840 milliards de dollars de dettes. Vacillant, le Japon ne peut apporter qu'une contribution limitée à une Asie du Sud-Est qu'il doit pourtant aider à se redresser afin qu'elle soit capable de compenser les déséquilibres pouvant survenir en Chine. S'il reste un acteur essentiel dont on ne doit pas sous-estimer la résistance, il est de facto contraint de partager son rôle avec la Chine : son prestige et son influence dans la région s'en ressentiront durablement.

Du temps de l'URSS, les relations entre Moscou et Tokyo ont toujours été difficiles. Les raisons invoquées étaient nombreuses, mais elles tournaient inévitablement autour des contentieux historiques et de la guerre froide.

Il est vrai qu'au XIXe siècle, Moscou n'avait cessé de faire pression sur le Japon pour qu'il renonce à toute colonisation vers le Nord, tant vers les Kouriles que vers Sakhaline. De son côté, Tokyo avait toujours considéré qu'il s'agissait là d'une région qui lui revenait tout « naturellement ». En 1875, il avait obtenu la totalité des Kouriles et, en 1905, à la suite de la guerre russo-japonaise, la moitié sud de Sakhaline. Cette période de lutte d'influence entre deux empires, a laissé dans les deux nations d'amers souvenirs qui, aujourd'hui encore, demeurent bien vivants.

Pendant la guerre froide, l'URSS ne pouvait évidemment pas s'entendre avec un Japon devenu une base avancée des Etats-Unis en Extrême-orient. La division entre Est et Ouest opposait inéluctablement l'URSS au Japon, les Etats-Unis veillant jalousement à ce que ce dernier ne profite pas de la détente pour régler ses contentieux avec Moscou. Le litige russo-japonais relatif aux Kouriles du sud et cette politique américaine expliquent qu'aucun traité n'ait été signé entre l'URSS et le Japon depuis 1945.

Depuis 1991, la guerre froide n'est plus à l'ordre du jour, mais l'hostilité séculaire entre les deux peuples n'a pas complètement disparu. Le Japon est devenu voisin d'une Russie qui a besoin de l'Occident et notamment des capitaux japonais. Et paradoxalement, pour certains experts comme François Joyaux, les relations entre Moscou et Tokyo demeurent mauvaises. En revanche, d'autres, comme Valérie Niquet, directeur des recherches à l'Institut des relations internationales et stratégiques, n'hésitent pas à voir dans les relations russo-japonaises, l'amorce d'un partenariat.

Une reprise des relations représente un intérêt certain, tant pour la Russie que pour le Japon.

La fin de l'URSS a ôté à la Russie une grande partie de ses débouchés maritimes à l'Ouest. En particulier, l'indépendance des états baltes et de l'Ukraine lui a obstrué ses ouvertures maritimes, respectivement sur la Baltique et la mer Noire. De ce fait, l'Extrême-orient russe, Vladivostok, la mer d'Okhotsk et celle du Japon ne peuvent que prendre une importance croissante pour une Russie qui, inévitablement, veut demeurer une puissance navale.

Les représentants du secteur extrême-oriental de la Russie semblent faire preuve, ainsi que certains stratèges du ministère de la défense, d'une certaine suspicion à l'égard d'un voisin chinois dont la proximité géographique et le dynamisme économique et démographique réveillent des craintes anciennes, et se montrent donc plus favorables au développement des relations avec la puissance économique japonaise. Ainsi, en 1997, la Russie a décidé de procéder à un rééquilibrage de sa politique asiatique, moins exclusivement tournée vers Pékin.

Enfin, on semble assister à une prise de conscience de la complémentarité qui existe entre une Russie riche en ressources énergétiques et un Japon qui, en dépit de la crise financière actuelle, reste l'une des seules puissances disposant des capitaux indispensables au développement de ces ressources.

Le bouleversement de la situation stratégique régionale, avec la disparition du contrepoids soviétique, autorise désormais la montée en puissance d'une Chine idéologiquement repliée sur elle-même et de plus en plus perçue comme une menace, au moins potentielle, en Asie. La « menace chinoise », réelle ou perçue, joue ainsi en faveur du développement du dialogue entre la Russie et le Japon, y compris sur les questions de sécurité. En effet, dans ces conditions, Tokyo ne verrait pas d'un mauvais œil la résurgence d'une puissance russe mieux intégrée au système mondial en tant que facteur d'équilibre régional. Ainsi, le Premier Ministre japonais Hashimoto déclarait-il, en 1997 : « La Russie est une grande puissance qui a un rôle à jouer en Asie ».

En dépit des difficultés actuelles, Tokyo n'a donc pas renoncé à l'espoir de faire de Moscou l'un de ses partenaires essentiels. Depuis le début des années 1990, l'ex-URSS n'est plus présentée comme une menace militaire. Au contraire, le Japon va même jusqu'à considérer qu'il partage avec la Russie postcommuniste des « valeurs

démocratiques et libérales communes ». Dès 1993, dans le Livre blanc publié annuellement par l'Agence d'autodéfense japonaise, la menace russe, réévaluée à la baisse, a été remplacée au premier rang par la menace nord-coréenne et, dans une moindre mesure, par celle plus diffuse que fait peser sur l'environnement immédiat de l'archipel la montée en puissance de la république populaire de Chine. Si les stratèges de cette Agence ont longtemps refusé de prendre en compte officiellement la diminution d'une menace russe garante de la pérennité de l'engagement de sécurité des Etats-Unis dans la région, Tokyo a donc progressivement adopté une nouvelle posture mieux adaptée aux réalités stratégiques contemporaines, en dissociant clairement menace russe et accord de sécurité nippo-américain.

Enfin, le Japon semble avoir admis le caractère inéluctable à terme, et souhaitable, de la croissance des relations économiques avec la Russie, particulièrement dans sa partie extrême-orientale. Celui-ci est désormais mieux pris en compte à Tokyo, en dépit du marasme économique dans lequel se débat aujourd'hui l'ex-U.R.S.S.

Cette reprise des relations connaît cependant des limites en raison de la situation en Russie et au Japon et de la question des Kouriles.

D'un point de vue stratégique, le Japon ne peut pas être totalement rassuré face à la Russie nouvelle. En Europe, il est plus aisé de considérer que la guerre froide est terminée, dans la mesure où les unités stationnées en Europe de l'Est ont rejoint la Russie. Or, rien de tel ne s'est réellement produit en Extrême-orient. Au cap Nosappu, la Russie est toujours à 3 km du Japon et la Chine, comme la Corée du Nord ou le Vietnam sont toujours des pays communistes. De plus, les accords de désarmement conventionnel en Europe (accord FCE) ont incité les Russes à transférer vers leur Extrême-orient des matériels modernes qu'ils voulaient soustraire à la destruction. Dans ces conditions, la fin de la guerre froide ne peut avoir la même signification en Extrême-orient qu'en Europe.

Les lacunes du système légal russe, le flou des systèmes de management, sans parler des liens avec les groupes maffieux, constituent également d'importants obstacles à une véritable montée en puissance de la coopération économique russo-japonaise.

Enfin, il faut également préciser que, même en Russie, la volonté de rapprochement avec Tokyo ne fait pas l'unanimité et suscite en particulier l'opposition

des représentants des intérêts « militaro-industriels » particulièrement intéressés par la poursuite d'un commerce d'armements lucratif avec Pékin.

La Russie nouvelle est née dans une période où, précisément, le Japon était en plein désarroi. Au moment où l'apparition du nouveau régime russe aurait pu être l'occasion d'une vaste négociation entre Moscou et Tokyo, le Japon n'était pas capable de faire face à la situation.

Politiquement, la fin de la domination du Parti Libéral Démocrate et la succession des coalitions gouvernementales depuis 1992, toutes paralysées par leurs dissensions internes, ont constitué un frein important.

Financièrement, le Japon, même s'il en avait eu la volonté, n'était pas dans l'état de prêter des sommes importantes à la Russie. D'autant plus que la crise financière de 1996 a été suivie d'une crise économique.

Militairement, l'avenir concernant le maintien des bases américaines installées au Japon, dont les trois quarts sont stationnées à Okinawa, reste un grand sujet de discorde au sein du gouvernement japonais. Ces bases abritent l'essentiel de la VIIe flotte américaine dans le Pacifique, ce qui a fait dire à l'observateur Chalmers Johnson que les bases américaines au Japon étaient la version pacifique des bases américaines à Guantanamo à Cuba et que le Japon était « l'Allemagne de l'Est des Etats-Unis ». Initialement introduites pour appuyer l'action américaine dans la péninsule coréenne au moment de la guerre de Corée, les bases sont demeurées à Okinawa après la restitution des Ryukyus au Japon en 1972 pour servir le traité de sécurité nippo-américain.

La difficile question des îles Kouriles, qui est loin d'être réglée aujourd'hui, se situe au premier rang des sujets de rancœurs. En effet, si Tokyo semble aujourd'hui disposé à « mettre de côté » la question de la souveraineté de ces îles, tout en développant dans d'autres domaines ses relations avec la Russie, il ne peut accepter de céder sur une question qui semble concentrer les derniers résidus d'un nationalisme japonais grandement étouffé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Lors de la signature de l'acte de capitulation avec le Japon, le 2 septembre 1945, l'URSS a obtenu notamment la restitution de cet archipel qui avait fait, depuis la fin du XVIIIe siècle, plusieurs « aller-retour » entre la Russie et le Japon. Présente à la conférence de San Francisco mais refusant de se joindre aux Etats-Unis pour signer le

traité de paix avec le Japon le 8 septembre 1951, l'URSS accepte néanmoins de signer, le 19 octobre 1956, une déclaration sur les Kouriles, selon laquelle le Japon pourrait rétablir sa souveraineté sur deux des quatre îles contestées après la signature d'un traité de paix. La question des Kouriles est donc le résultat direct de la seconde guerre mondiale.

Ceci explique que le Japon aborde avec prudence la question, de manière à ne pas remettre en cause les conditions d'armistice de 1945. Aussi, Tokyo ne conteste pas l'appartenance à la Russie de l'archipel des Kouriles dans son ensemble, mais l'appartenance à l'archipel des Kouriles de quatre îles : Kunashiri et Iturup/Etorofu (les « grandes Kouriles ») ainsi que Shikotan et l'ensemble des îles Habomaï (les « petites Kouriles »). D'où la différence de dénomination du contentieux territorial à Moscou et à Tokyo. Pour Moscou, les îles contestées sont désignées sous le terme de « Kouriles du sud », c'est-à-dire qu'elles sont considérées comme une partie intégrante de l'archipel qui a légalement été attribué à la Russie en 1945. Pour le Japon, il s'agit des « territoires du nord », ce qui sous-entend que ces îles ne font pas partie de l'archipel des Kouriles, mais qu'elles constituent une extension territoriale et géologique d'Hokkaido. Par conséquent, elles appartiennent naturellement au Japon, sans que celui-ci ait à remettre en question les accords internationaux.

Au-delà de la querelle des mots, la question des Kouriles représente bien un enjeu politique, stratégique et symbolique considérable pour les deux pays. Il est vrai que pour la Russie, la perte de ces territoires peu peuplés et peu accueillants pourrait sembler de peu d'importance. Mais en exerçant sa souveraineté sur les quatre îles contestées, la Russie contrôle tous les accès à la mer d'Okhotsk pour en faire « un lac russe ». Or, cette mer représente l'une des zones privilégiées de patrouille des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Ouvrir une porte d'accès à ce « lac » constituerait pour Moscou la perte d'un avantage stratégique, à un moment où le traité START 2 risque de mettre encore un peu plus à mal le prestige de la Russie et ce qui lui reste de puissance militaro-stratégique. Il convient par ailleurs d'avoir à l'esprit, outre l'attrait d'une zone de pêche très poissonneuse et la proximité de l'Alaska, à 17 km, le fait que leurs détroits constituent une voie de passage privilégiée des navires et sous-marins venant de la mer d'Okhotsk, ceux d'Iekaterina et de Fritz étant libres de glace toute l'année.

D'autre part, face aux bases américaines d'Okinawa, Yokohama et des Aléoutiennes, les Soviétiques avaient positionné en Extrême-Orient des troupes en

nombre considérable, évaluées en 1989 à 326.000 hommes sur la façade Pacifique (avec une flotte de plus de 800 unités dont 55 sous-marins nucléaires) et à 271.000 hommes sur la frontière sino-mongole. Certes, pour faciliter la reprise du dialogue, l'URSS avait annoncé le retrait de 200.000 hommes pour 1991 et le départ de tous les soldats stationnés en Mongolie en 1992. Toutefois, ces retraits ont été compensés par une modernisation des équipements. L'accès de ses ports traditionnels, Sébastopol et Kaliningrad, étant rendus difficiles du fait de l'éclatement de l'URSS, l'Etat-major russe a reporté une partie de ses efforts, et ses meilleures unités, sur la façade Pacifique. Ainsi, Petropavlovsk-Kamtchatskii, associé au grand chantier naval militaire de Vilioutchinsk, s'est ainsi vu confirmé dans le rôle de deuxième grande base stratégique, avec notamment les sous-marins nucléaires d'attaque.

La question territoriale a été relancée dans les années 80 et surtout à partir de 1986, lorsque Mikhaïl Gorbatchev lance sa « grande politique asiatique » dans son discours de Vladivostok, le 28 juillet 1986. Cinq ans plus tard, en avril 1991, il se rend à Tokyo, effectuant ce faisant la première visite d'un chef d'Etat russe au Japon. Mais, malgré quelques propositions avancées du côté soviétique pour régler la question des Kouriles, la visite de M. Gorbatchev ne débouche sur aucune décision. Au lendemain de cette visite, Mikhaïl Gorbatchev disparaissait avec l'URSS. Les quelques mois qui ont séparé le coup d'état raté du mois d'Août 1991 de la proclamation de la république de Russie en décembre de la même année auraient pu apparaître comme une occasion favorable, alors que la nouvelle direction russe semblait prête à abandonner des portions considérables du territoire de l'Union soviétique, mais très rapidement les tensions intérieures de la politique russe et les « maladroites personnelles » du président Eltsine ont interdit toute solution rapide du problème. Au mois de septembre 1992, l'annulation brutale de sa visite à Tokyo a ainsi constitué un choc psychologique particulièrement contre-productif auprès du gouvernement et de l'opinion publique japonais. Il ne réglera pas plus cette question lors de sa première visite à Tokyo en octobre 1993. Il faut attendre, en 1997, le « sommet informel » de Krasnoïarsk, entre Eltsine et le premier ministre japonais Hashimoto pour que soit annoncée la mise en place d'une commission permanente de négociation en vue de la signature d'un traité de paix entre les deux pays prévu « avant l'an 2000 ». Cette commission part sur des bases extrêmement complexes puisque le Japon fait de la restitution des quatre îles un préalable à la signature d'un

traité de paix, alors que, pour la Russie, cette question ne pourrait être que l'une des conséquences du traité.

La résolution de ce différend est rendue très difficile par le fait, que pour les deux pays, et surtout pour leurs opinions publiques, il s'agit d'abord d'une question de principe, voire de prestige national. De plus, toute restitution constituerait un précédent fâcheux. En effet, cela pourrait conduire d'autres puissances à contester, à leur tour, telle ou telle partie de territoire. A cet égard, le contentieux des Kouriles et la question de Kaliningrad sont considérés comme étroitement liés. Cette enclave pourrait en effet être réclamée par la Lituanie, la Pologne, voire l'Allemagne. Par ailleurs, toute solution aboutissant à une remise en cause des revendications de souveraineté japonaise sur les îles Kouriles pourrait avoir un effet de contagion que Tokyo refuse sur le dossier des îles Tokdo et des Senkaku, qui l'oppose respectivement à la Corée et à la république populaire de Chine.

Il n'est pas absolument exclu qu'un compromis soit trouvé sur cette épineuse question, mais l'éventualité d'une rétrocession de territoire continue d'agiter l'opinion russe. L'arrivée du nouveau président Poutine a coïncidé avec la publication d'articles accusant Boris Eltsine d'avoir préparé un abandon de souveraineté contre l'avis de pratiquement toutes les forces politiques. On y dénonce en particulier la démilitarisation des îles (il ne resterait plus que des forces frontalières) et les termes de l'accord de pêche de 1998 qui offre pratiquement sans contrepartie l'exploitation de cette zone aux marins japonais, ces derniers n'étant pas tenu de respecter la législation russe. Dans le même temps, les habitants de Hokkaido, Sakhaline et des Kouriles peuvent désormais circuler sans visa et l'on projette même la construction d'un pont entre Hokkaido et Sakhaline et entre cette île et le continent. Quant aux Russes des Kouriles, ils reçoivent de nombreuses « aides humanitaires » du Japon et s'affirmeraient prêts à devenir japonais pour protester contre le désengagement russe à leur égard. Si l'on considère que certains milieux industriels japonais font toujours de cette question un préalable à leur engagement véritable dans les projets pétroliers de Sakhaline, ce redoutable écheveau diplomatique sera sûrement un des premiers tests internationaux de Vladimir Poutine.

L'évolution des rapports russo-japonais se traduit actuellement par un développement des relations bilatérales et économiques.

Dans la nouvelle « vision stratégique globale » définie par Tokyo, la Russie suscite donc un intérêt ambigu mais certain, auquel répond toutefois mal l'absence à Moscou de vision politique cohérente. En outre, pour la Russie également, la relation russo-nippone est empreinte d'ambiguïté. En 1905, c'est en effet la défaite humiliante de l'Empire russe qui a signé l'entrée du Japon, première puissance non occidentale, sur la scène internationale et, aujourd'hui encore, la vigueur des sentiments nationalistes dans une Russie fragilisée éloigne d'autant les perspectives de solution des conflits territoriaux.

Le développement de relations plus harmonieuses entre Tokyo et Moscou reste donc soumis à des fluctuations imprévisibles. Il semble toutefois qu'une même volonté, fondée sur la perception d'intérêts complémentaires, puisse jouer en faveur d'un véritable rapprochement entre deux puissances qui partagent aujourd'hui, bien que pour des raisons très différentes, une même marginalisation relative sur la scène internationale.

Aujourd'hui, Tokyo et Moscou peuvent ainsi partager une « vision stratégique commune », qui s'est notamment traduite par un soutien réciproque sur la scène internationale, ainsi que par le développement des échanges dans le domaine de la Défense.

Concernant la sécurité, Moscou, par la voix du ministre de la Défense Igor Radionov, s'est notamment prononcé sans ambiguïté en faveur de la réactualisation en 1997 de l'accord de sécurité nippo-américain, dont la dimension potentiellement « anti-chinoise » est au contraire dénoncée par Pékin. Sur la scène internationale, Moscou soutient également la volonté de Tokyo d'obtenir le statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, alors que Pékin, là encore, n'est pas favorable à l'apparition d'une puissance politique concurrente en Asie. De son côté, le Japon a soutenu l'intégration de la Russie au G7, ainsi que son adhésion à l'APEC, effective en 1998.

D'une portée plus symbolique, le progrès des échanges concernant la défense est toutefois significatif.

En 1996, puis en 1997, les ministres japonais et russe de la Défense se sont rendus respectivement en Russie et au Japon, posant les bases d'une coopération plus dynamique.

En 1996, un bâtiment japonais, le patrouilleur Kurama, a fait escale à Vladivostok, et, en 1997, le dragueur de mines russe Admiral Vinogradov a rendu la visite à Harumi au Japon.

Plus concrètement, en 1996 et en 1997, deux accords ont été signés concernant les échanges d'information dans le domaine militaire ainsi que la prévention des incidents de mer, particulièrement dans les zones de pêche. Enfin, à l'automne 1998, Moscou comme Tokyo se sont inquiétés des tirs de missiles, ou de satellites, nord-coréens alors que la réaction de Pékin se voulait beaucoup plus mesurée.

Dès 1996, le premier ministre japonais Hashimoto Ryutaro a choisi d'en accélérer l'évolution en bousculant les immobilismes prompts à se manifester à Tokyo. Tout au long de l'année, le dialogue s'est approfondi sur les termes de « confiance, intérêt mutuel et vision à long terme ». Dans ce contexte, si l'objectif à long terme restait la normalisation des relations bilatérales marquée par la signature d'un traité de paix après résolution de la question des îles Kouriles, le développement de la coopération dans les domaines politique, économique et stratégique devait toutefois être poursuivi simultanément.

Cette attitude plus volontariste, favorable à un véritable rapprochement entre la Russie et le Japon, a abouti aux deux rencontres « privées » entre le président Boris Eltsine et le Premier ministre Hashimoto Ryutaro à Krasnoïarsk au mois de novembre 1997, puis à Kawana au mois d'avril 1998. Il est par ailleurs significatif que celle de Krasnoïarsk ait coïncidé avec la visite du président chinois Jiang Zemin aux Etats-Unis. Ni Tokyo, ni Moscou ne peuvent en effet considérer d'un œil totalement serein la montée en puissance de la République Populaire de Chine et la constitution de ce qui peut apparaître comme un nouvel axe Pékin-Washington. A l'occasion de ces deux rencontres, le Premier ministre Hashimoto a pu réaffirmer les orientations de la stratégie japonaise à l'égard de la Russie, une stratégie qui se veut équilibrée entre la poursuite d'un dialogue politique aboutissant « avant l'an 2000 » à la signature d'un traité de paix, et le développement d'une coopération, particulièrement dans le domaine économique.

Le volet économique des relations nippo-russes est évidemment celui qui, pour la partie russe, semble offrir le plus d'intérêt alors que Moscou éprouve des difficultés considérables, qui ne sont d'ailleurs pas nouvelles, à soutenir le développement, et même la survie, de ses territoires les plus éloignés. Ce sentiment d'abandon des marches de l'ex-empire soviétique semblerait par ailleurs, pour certains, peser favorablement en Extrême-Orient en faveur de l'approfondissement des liens avec Tokyo. L'attrait financier de la puissance japonaise, même écorné, joue sans doute pour beaucoup dans la position des habitants des Kouriles du Sud qui, selon les déclarations de leur gouverneur Vladimir Zema au mois de septembre 1997, se prononceraient massivement en cas de référendum en faveur du rattachement au Japon. Il convient toutefois de douter de la réalité d'une telle prise de position, les populations de l'Extrême-Orient russe restant viscéralement attachées à leurs racines.

Il est vrai que, en 1997, les subsides moscovites à la région n'ont pas dépassé 3,5 millions de dollars, totalement absorbés par les dépenses énergétiques, alors que dans le même temps, l'Eximbank du Japon mettait en place, pour un montant de 4 millions de dollars, un projet de financement de plusieurs initiatives locales dans la zone extrême-orientale de la Russie pour aider à la reconstitution d'un réseau d'entreprises petites et moyennes, ainsi que pour le développement d'infrastructures totalement inexistantes, obsolètes ou saturées, dans les domaines des télécommunications et des transports.

L'intérêt manifesté par le gouvernement japonais pour une zone géographiquement proche et riche en ressources énergétiques accompagne par ailleurs une dynamique locale d'accroissement des échanges qui, depuis le début des années 90, contribue à asseoir les bases d'une collaboration plus importante pouvant intéresser à terme les très grandes sociétés. Ces dernières, en dépit de leur prudence justifiée par les difficultés de paiement de la Russie et de leur dépendance étroite envers les orientations du gouvernement, ont cependant toutes ouvert des bureaux de représentation à Khabarovsk, puis à Vladivostok. De plus, des accords ont été conclus avec un certain nombre de grandes sociétés. Kamematsu participe à la restructuration de l'usine de moteurs KamaAZ, Itochu a signé avec Rosprom un accord d'exploitation du champ de pétrole de Tiumen en Sibérie occidentale, et Toyota participe à la reconversion d'une usine de matériel militaire en entreprise de montage de véhicules.

Aux frontières de l'économique et du stratégique, le Japon cherche à se libérer d'une trop grande dépendance énergétique à l'égard des pays du Golfe. Son intérêt pour

le développement des ressources énergétiques de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe est marqué. Depuis la fin de la guerre froide, des progrès importants ont été accomplis. Symbole de cet intérêt, un consulat du Japon a été ouvert à Sakhaline en 1997 et, depuis 1996, une rencontre annuelle des gouverneurs de la province d'Extrême-Orient en Russie et de Hokkaido au Japon a été instituée.

Le renforcement de la coopération économique entre Tokyo et Moscou prévoit un développement des investissements et un « approfondissement du dialogue » dans le domaine énergétique, ainsi qu'un volet « formation » des cadres russes pour lesquels Hashimoto souhaite mettre en place un programme spécifique sur le modèle de développement japonais souvent opposé au modèle ultra-libéral présenté par les Etats-Unis. La Russie s'est également déclarée très intéressée par les projets de reconversion des industries militaires, projets qui contribuent par ailleurs à renforcer l'image de puissance « pacifique » que le Japon souhaite donner sur la scène internationale. Dans le domaine de la protection de l'environnement, Tokyo s'intéresse également à la mise aux normes de sécurité de l'industrie nucléaire russe.

Il faut cependant noter que, sur une ligne de crédit de 500 millions de dollars ouverte par l'Eximbank en 1991, seuls 100 millions auraient été utilisés en 1997 faute de projets viables. Par ailleurs, le sous-développement de l'économie russe freine la croissance des échanges commerciaux, qui ont à peine atteint 5 millions de dollars en 1997. Dans ces conditions, le Japon ne peut répondre que de manière très prudente aux appels de Moscou en faveur d'une montée en puissance des investissements directs des entreprises japonaises. Tokyo considère cependant aujourd'hui que le traitement de l'ensemble des risques présentés par une Russie à la dérive ne peut passer que par une collaboration accrue entre les deux états et un soutien au développement qui contribuera, au moins en partie, à les réduire.

232. Les relations avec la Chine : renouveau et craintes.

Pour ce qui est du Sud, la Russie se heurte essentiellement à trois Etats : à la Turquie, qui lui fait face sur la mer Noire ; à l'Iran, qui lui fait face sur la Caspienne ; mais surtout à la Chine. Car la Chine est l'autre grand empire qui se dissimule derrière la barrière mongole, de l'Asie centrale à la mer du Japon. Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizie ne sont que des divisions arbitraires, imposées par les Russes, à

l'immense Turkestan occidental. Mais celui-ci n'est lui-même que la face russe d'un monde plus grand encore, dont le Turkestan oriental constitue l'autre face, conquise par les Chinois et connue sous le nom de Sin-Kiang. De même, la Mongolie extérieure, jadis arrachée par les Russes à l'Empire de Pékin, a-t-elle pour pendant la Mongolie intérieure, toujours intégrée à la Chine. Cette dernière n'a jamais renoncé à ses prétentions sur le Turkestan occidental comme sur la Mongolie extérieure. La lutte menée par Moscou contre les populations turco-mongoles afin de maintenir son influence auprès d'elles se double en fait d'une seconde lutte, menée cette fois contre la Chine, par vassaux interposés.

A la différence de la Russie, la Chine n'a jamais douté de sa place sur la carte. Les chinois ont toujours eu la conscience de vivre dans « l'empire du milieu ». Depuis le XIXe siècle, la stratégie chinoise a donc été d'une très grande simplicité. Considérant la Russie et les Etats-Unis comme ses deux adversaires principaux, la Chine se rapprochait de celui qui, à un moment donné, lui paraissait plus faible et, par conséquent, moins dangereux. Au XXe siècle, après la Seconde Guerre Mondiale, la Chine se tourna brusquement vers Moscou, montrant le dos à Washington. A Moscou et à Pékin, on chantait alors : « Le Chinois et le Russe sont des frères à jamais ». Après la rupture entre Khrouchtchev et Mao Tse-tung, Teng Hsiao-ping opéra un virage vers les Etats-Unis. Au milieu des années 90, un nouveau tournant fut pris en direction de la Russie. La visite de Boris Eltsine en Chine, en avril 1996, s'est traduite par la signature d'importants accords de coopération dans le domaine économique et par le règlement de différends frontaliers. A l'exception de quelques tronçons du fleuve Amour, qui restent l'objet de litiges, un accord définitif a pu être conclu, définissant la plus longue frontière non maritime du monde.

Un retour à « l'amitié fraternelle » semble toutefois peu probable. Avant tout parce que Pékin ne le souhaite pas. Mais le règlement des différends frontaliers, le développement de la coopération économique et l'hostilité à l'égard des Etats-Unis, qu'on nourrit à Pékin comme à Moscou, offrent une excellente base pour des rapports de bon voisinage contre un ennemi commun.

Les disputes idéologiques entre les deux puissances socialistes avaient pour fondement une différence essentielle. Le régime soviétique s'appuyait sur une

révolution ouvrière, alors que celui de la Chine trouvait son origine dans une révolution paysanne. Mais leur opposition relevait également de vieilles querelles territoriales. En effet, les frontières dataient pour l'essentiel de ces fameux « traités inégaux » imposés à la Chine, au XIX^{ème} siècle, par les différentes puissances occidentales. Ce n'est d'ailleurs nullement un hasard si c'est sur l'Oussouri et l'Amour qu'eurent lieu, en 1969, de sanglants incidents au plus fort de la brouille sino-soviétique. La réactivation des relations sous Gorbatchev a modifié fondamentalement le climat bilatéral. L'accord frontalier d'avril/mai 1991, après l'acceptation par la Russie de voir le chenal principal pris comme référence, a permis de définir un tracé définitif tout au long de 4.259 km des 7.000 km de frontières, y compris 55 km dans l'Altaï. Les différends le long de la frontière sino-russe sont pratiquement apaisés. L'accord sur la redéfinition du tracé le long du fleuve Amour, signé en mai 1991, a été ratifié par les deux parlements en 1992. La Chine a récupéré environ 600 Km² dont l'île Damanskii qui fut l'objet du conflit armé de 1969. Les litiges ne portent plus désormais, avec la Chine, que sur deux ou trois îlots près de Khabarovsk et sur le tracé définitif dans l'Altaï et, avec la Mongolie, sur quelques points en républiques de Bouriatie et de Touva. Fin 1999, un accord a été trouvé sur le lac Khanka, un des sites potentiels de développement commercial. Bolchoï Oussouriski. Les portes se sont ouvertes, de nombreux postes frontaliers fonctionnent. Un accord quadripartite a été conclu entre la Russie, la Chine, la Corée du Nord et la Mongolie pour réactiver les échanges ferroviaires et construire de nouvelles dessertes. Mieux encore, un accord de sécurité régionale a été signé le 26 avril 1996 à Shangai par Boris Eltsine, Jiang Zemin et les présidents des républiques du Kazakhstan, de la Kirghizie et du Tadjikistan. Les échanges commerciaux frontaliers, entièrement gelés entre 1969 et 1982, ont pu décupler en quelques années. Les régions se battent désormais pour obtenir qui un nouveau passage, qui la construction d'un nouveau pont sur l'Amour, qui une zone de transit ou mieux « d'économie libre ».

Mais cette réactivation dynamique des échanges démultiplie également les problèmes. La frontière est devenue une véritable passoire, source de nouveaux soucis. Les régions limitrophes sont submergées de produits chinois qui, pour l'essentiel, entrent en contrebande. Une partie est redistribuée de là dans toute la Russie. Et les trafics en tous genres se multiplient. La presse russe attire surtout l'attention sur l'immigration clandestine qui atteindrait des proportions inhabituelles. Les journaux locaux, prompts à jouer la carte du nationalisme russe, font état de 2 à 5 millions de

Chinois installés en Russie depuis 1989. Ce chiffre doit être certainement très largement surestimé. Il convient également de signaler l'ancienneté de la présence asiatique dans la région. On estime qu'ils étaient près de 450.000 en 1897. En 1937, après les incidents du lac Khanka, les autorités staliniennes déportèrent en Asie Centrale 38.000 Chinois et 168.000 Coréens. On estime que leur nombre est passé de moins de 2.000 en 1989 à près de 300.000 en 1999, soit moins qu'à la fin du XIX^{ème} siècle. Certes, une partie d'entre eux sont munis d'un permis de séjour en règle. Ce sont souvent des ruraux qui travaillent dans l'agriculture locale et louent, voire achètent des terres. Mais nombreux sont aussi les immigrants illégaux, entrés avec un simple visa touristique, et qui restent faire du commerce, le plus grand nombre pour de courts séjours, d'autres de façon plus durable en profitant du désordre actuel.

Cet afflux n'est pas sans réanimer chez les Russes de vieux sentiments xénophobes, déjà ravivés sous Kroutchev par l'évocation du « péril jaune ». L'Extrême-Orient est le seul territoire peuplé de blancs de cette façade asiatique. En 1989, Coréens, Yakoutes, et peuples paléosibériens ne représentaient que 6,7% de la population. Les Russes craignent que l'énorme gradient démographique ne pousse inéluctablement à une migration massive de Chinois vers les régions quasi vides de l'Extrême-Orient. La province du Heilongjiang compte en effet 77 hbs/km² et la seule région de Kharbin compte plus d'habitants que tout l'Extrême-Orient russe. Aussi dénoncent-ils le laxisme de autorités fédérales qui facilite toutes sortes de pratiques jugées négatives comme la surexploitation des ressources naturelles par des sociétés mixtes russo-chinoises ne respectant aucun règlement, l'exportation massive de biens et d'équipements, la formation de communautés chinoises par le biais de la naturalisation, acquise souvent après des mariages fictifs et le développement d'une criminalité internationale organisée.

Immense territoire occidental de la Chine, le Xinjiang abrite une très ancienne population turcophone et musulmane, en tout point parente des Kazakhs et des Kirghizes voisins. Présents depuis mille ans, les Ouïghours avaient fini par se replier dans l'autarcie clanique lorsqu'ils furent conquis par les Chinois au XVIII^{ème} siècle. Depuis lors, les révoltes régulières contre le pouvoir central des Han échouèrent quant à l'émancipation durable des Ouïghours, grâce à l'accélération considérable de la

sinisation du territoire. Représentant 6% de la population en 1949, les Han du Xinjiang sont presque 40% aujourd'hui.

C'est néanmoins l'éclatement de l'URSS qui laissa espérer aux mouvements nationalistes ouïghours les bases de repli et le modèle politique d'émancipation qui leur faisait défaut. Dès lors, la situation s'est progressivement aggravée, jusqu'aux violentes émeutes de Yining en février 1997 et la vague d'attentats de mars 1997, orientant désormais les revendications vers l'indépendance du territoire. Celle-ci, pourtant, n'est pas envisageable par la Chine, qui a fait du Xinjiang son principal lieu d'expérimentations nucléaires, à l'abri des immenses déserts du Takla-Makan et de Dzungarie. On estime aussi, mais sans certitudes, que le Xinjiang abriterait une part importante du système concentrationnaire chinois. En tout état de cause, lors du traité d'avril 1997, Pékin a su convaincre ses voisins de ne plus soutenir le nationalisme ouïghour.

La guerre froide donne, en Extrême-orient, l'impression de se prolonger sous une nouvelle forme. La Russie se rapproche activement de la Chine, pourtant si éloignée d'elle sur le plan idéologique. Lors de la récente visite en 1996 d'Eltsine à Pékin, les deux pays ont décidé de mettre en œuvre, entre eux, un véritable « partenariat stratégique ». Personne ne sait en quoi il consistera exactement. D'autant plus que la Russie a agi de même envers le Japon et la Corée du Sud. Mais la Russie est d'ores et déjà le premier fournisseur de matériel militaire très avancé à la Chine. On est donc bien loin du conflit sino-soviétique d'hier. On semble plutôt s'orienter vers une Russie qui, incapable de régler ses contentieux avec le Japon, songe à nouveau à une formule chinoise pour déboucher sur le Pacifique.

Mais elle ne peut mener à bien sa stratégie « tous azimuts » en Extrême-Orient, si elle néglige une autre puissance qui pourrait constituer, pour elle, une troisième alternative. C'est donc dans cette optique que Moscou a également entrepris un rapprochement avec la Corée du Sud, avec certainement en arrière-pensée une possible réunification des deux Corées.

233. Les Corées : la troisième alternative ?

La Corée du Nord est le dernier bastion stalinien de la planète. Son actuel dirigeant, Kim Jong-Il, au pouvoir depuis 1994, est le fils du « grand leader » Kim Il-Sung, une figure marquante de la résistance aux forces japonaises, qui accéda au pouvoir en 1948 avec l'aide des soviétiques. Le « grand leader » avait su faire jouer la rivalité sino-soviétique pour obtenir de ses deux voisins communistes une importante aide militaro-économique, qui s'est tarie à partir de 1990 avec l'effondrement du monde soviétique.

Comme on l'a vu lors de la destruction tragique, en 1983, du Boeing 747 de la Corean Air Line, et du lancement, à l'automne 1998, de missiles ou satellites, toute la région demeure une zone particulièrement sensible. Etant données les relations qui lient la Corée du Nord à la Russie, cette dernière pourrait certes jouer un rôle de médiateur ou de temporisateur en cas de crise.

Mais la Russie s'est également tournée, dès 1988, vers un nouveau partenaire, la Corée du sud. Pour réaliser ce rapprochement, Moscou a une fois de plus utilisé ses alliés. L'amorce de dialogue est d'abord passée par la Hongrie, qui a reconnu en 1988 le régime de Séoul. En 1990, à l'issue du sommet Bush-Gorbatchev, ce dernier, lors d'une escale à San Francisco, a croisé « par hasard » le dirigeant sud coréen. Le contact a pu être rétabli à cette occasion. Il a été confirmé lors d'une autre escale, à Séoul, après la visite rendue à Tokyo en 1991. Cette reprise du dialogue a abouti à la signature d'une série d'accords de coopération technologique, puis militaire. Elle constitue certes un message clair à l'adresse de Tokyo, mais traduit aussi la détermination à en terminer avec les séquelles de la guerre froide et à montrer que la Corée, dernier front, ne concerne plus Moscou.

Les quatre grandes puissances voisines ou riveraines que sont la Chine, la Russie, le Japon et les Etats-Unis, sont toutes parties prenantes dans l'éventuelle réunification de la péninsule. Si elles ne sont pas ouvertement hostiles à cette dernière, elles ne semblent pas souhaiter que celle-ci se fasse rapidement. La Russie, comme la Chine, n'a pas à prime abord grand intérêt à cette réunification, qui signifierait l'arrivée à ses

frontières de l'influence américaine. La Corée serait pour elles un compétiteur gênant dans la zone, car la péninsule serait évidemment réunifiée sous le système libéral sud-coréen. Cela peut expliquer, dans une certaine mesure, le rapprochement opéré par Moscou en direction de Séoul.

La Chine et la Russie ont cependant dû modérer leur opposition à cette réunification d'une puissance en laquelle l'une et l'autre espèrent trouver, malgré tout, un contre-poids à la puissance du Japon. En outre, la Russie peut voir dans cette grande Corée à la fois une barrière aux ambitions chinoises et un investisseur potentiel dans les vastes espaces de ses provinces d'Extrême-Orient.

CONCLUSION

En conclusion, il apparaît donc que la Russie est bien une puissance implantée à la fois en Europe et en Asie. Si elle ne constitue pas une puissance asiatique, elle est résolument une puissance en Asie, en raison de ses attaches géographiques, historiques, démographiques, culturelles et économiques.

La Russie, résolue à contrer par tous moyens l'unilatéralisation de la politique mondiale et l'omni-puissance des Etats-Unis, cherche à jouer un rôle actif tant en Asie centrale qu'en Extrême-Orient et s'emploie à redevenir un point de passage obligé entre l'Europe et l'Asie.

Cependant, en raison des problèmes internes qu'elle connaît, de l'absence d'une réelle volonté dans ce domaine et des différends territoriaux qui l'opposent encore à certains pays, elle n'y joue actuellement qu'un rôle modéré et limité.

La restauration de son influence dans cette partie du monde constitue certainement, à cet égard, un des défis majeurs qu'aura à relever le président Poutine. De sa réussite dépendra la place de la Russie sur l'échiquier mondial du XXIème siècle.

LA RUSSIE EST-ELLE AUSSI UNE PUISSANCE ASIATIQUE ?

Table des matières

	Page
Introduction	3
Partie I : La Russie : une puissance implantée en Asie	5
1.1 Un pays continent à la charnière de l'Europe et de l'Asie	6
1.2 Un empire d'abord construit en Asie	8
1.3 Un peuple russe bien ancré en Asie	13
1.4 L'Orient russe : un gigantesque réservoir de ressources	17
Partie II : La Russie peut-elle jouer un rôle en Asie ?	20
2.1 La Russie : un point de passage obligé entre l'Europe et l'Asie ?	23
2.2 Une influence certaine en Asie centrale	29
2.3 Une stratégie « tous azimuts » en Extrême-Orient	39
2.31 Les relations russo-japonaises : face à face ou amorce de partenariat ?	40
2.32 Les relations avec la Chine : renouveau et craintes	51
2.33 Les Corées : la troisième alternative ?	56
Conclusion	57

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Introduction à l'analyse géopolitique
Aymeric Chauprade, Ellipses, 1999
- Chine, Japon, ASEAN : compétition stratégique ou coopération ?
François Godement, documentation française IFRI 1999
- La nouvelle Russie
Jean Radvanyi, Armand Colin, 2000
- Géopolitique de la Russie
Jean-Christophe Romer, Economica 1999
- Un nouvel espace stratégique : l'Asie médiane
Patrick Dombrowsky, revue Défense nationale, juin 1998
- Le rôle de l'OSCE en Asie centrale ex-soviétique
Victor-Yves Ghebali, revue Défense nationale, novembre 1998.
- Le face à face Moscou-Tokyo
François Joyaux, Géopolitique n°54, été 1996
- Vers un partenariat russo-japonais
Valérie Niquet, revue défense nationale, novembre 1998
- L'Ukraine, la Russie et l'Europe
James Sheer, Géopolitique n°54, été 1996
- La Russie « d'Outre-mer »
Vladimir Sirotkine, Géopolitique n°54, été 1996